

LA PRESSE AFFAIRES

DÉBAT DES CHEFS ÉCONOMIE ET ÉLECTIONS: QUI A RAISON?

La chronique de Claude Picher, PAGE 7

DOLLAR SEMAINE À OUBLIER POUR LE HUARD

PAGE 6



S&P TSX 10 803,35 -97,19 (-0,89%)	S&P 500 1 099,23 -15,05 (-1,35%)	DOW JONES 10 325,38 -157,47 (-1,50%)	PÉTROLE 93,88 -0,09 (-0,10%)	DOLLAR 92,46¢US -0,14¢
--	---	---	---	-------------------------------------

CRISE FINANCIÈRE LA BOUÉE EST LANCÉE... ET MAINTENANT?

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS A FINALEMENT DONNÉ SON ACCORD AU PLAN DE SAUVETAGE DES BANQUES AMÉRICAINES. MAIS MAINTENANT, QUE VA-T-IL SE PASSER?

D'autres transactions « à la Buffett » souhaitées

FRANCIS VAILLES

Grand soupir de soulagement, hier, chez les économistes et les financiers. Le même message se dégage, toutefois: le plan Paulson ne sera pas suffisant, à lui seul, pour sortir le système financier du bourbier.

Essentiellement, les économistes espèrent une mise en œuvre efficace du plan, mais ils souhaitent également une baisse généralisée des taux d'intérêt et une injection de fonds externes dans les banques.

« Il y a encore de l'incertitude et il faudra un certain temps avant de relancer le tout. Les institutions verront quand elles cesseront d'être sur la ligne de touche au fur et à mesure de la mise en œuvre du plan », dit Daniel Racette, directeur de l'Institut d'économie appliquée de HEC Montréal.

➤ Voir **BUFFETT** en page 4

PEU D'ÉMOI À WALL STREET
PAGE 2

UN PLAN, ENFIN !
PAGE 2

BOURSES
LE PLAN N'ARRÊTE PAS LA SAIGNÉE
PAGE 3

RÉCESSION TECHNIQUE EN FRANCE
PAGE 5

Bull ou Bear?
La chronique de Michel Girard, PAGE 11

PLUS-VALUE
LA CHUTE DE L'IMMOBILIER II
PAGES 12 ET 13

2009 sera pire que 2008

RUDY LE COURS

L'onde de choc créée par la présente crise financière aura ses répercussions sur la croissance économique occidentale durant une bonne partie de l'an prochain. La reprise viendra plus tard et sera plus lente.

En conséquence, la Financière Banque Nationale révisé sévèrement son scénario d'expansion pour l'économie mondiale. Pour la première fois en sept ans, elle sera inférieure à 3 % l'an prochain. Il s'agit de perspectives très pessimistes puisqu'une croissance mondiale limitée à 2 % est synonyme de récession.

➤ Voir **2009** en page 4

CONGRÈS AÉRONAUTIQUE LA GUERRE DU SERVICE À LA CLIENTÈLE
PAGE 14

MAGNA LE MILLIARDAIRE OLEG DERIPASK FAIT MARCHÉ ARRIÈRE
PAGE 11

PHOTO JUSTIN SULLIVAN, ARCHIVES GETTY IMAGES/AFP

CRISE AUTOMOBILE AMÉRICAINE

L'avenir des trois géants américains de l'automobile est sombre. Un long purgatoire les attend. Les secours viendront peut-être de leurs filiales d'Europe ou d'Asie, qui disposent de modèles concurrentiels.

Un dossier de Martin Vallières, PAGES 8 ET 9

RBC

Vous n'imaginez pas ce qu'ils peuvent réaliser lorsqu'on leur en donne les moyens.

Venez admirer les œuvres des 15 demi-finalistes à l'exposition du Concours de peintures canadiennes de RBC 2008 de votre région. Pour en savoir plus, visitez le rbc.com/concoursdepeintures

Montréal Du 9 au 19 octobre Musée d'art contemporain de Montréal

arrit
CANADIAN FOUNDATION
Maître d'œuvre du concours

IMAGINEZ. RÉALISEZ. CONTEMPLEZ.

© Marque déposée de la Banque Royale du Canada.

CRISE FINANCIÈRE

Enfin un plan de sauvetage!

La majorité des républicains a quand même voté contre

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Après deux semaines de négociations fertiles en rebondissements à la fois politiques et boursiers, les États-Unis disposent enfin d'un plan de sauvetage afin de lutter contre la crise financière sévissant dans les hautes sphères de Wall Street.

L'adoption du plan de sauvetage de 700 milliards US hier par la Chambre des représentants à Washington ne résoudra toutefois pas toutes les difficultés de Wall Street ni de l'économie américaine, qui a encore perdu 159 000 emplois le mois dernier. « Notre économie continue de faire face à de sérieux défis. Il faudra davantage de temps et d'efforts afin de passer au travers de cette période difficile », a dit le président George W. Bush hier après le vote de la Chambre des représentants.

Après avoir rejeté un premier plan de sauvetage lundi par un vote de 228 à 205 – le Dow Jones avait alors connu sa pire séance (-6,98%) depuis le 11 septembre 2001 –, la Chambre des représentants a appuyé hier un plan

presque identique. Le Sénat, qui a voté en premier, avait ajouté 110 milliards US de baisses d'impôts sur 10 ans. Destinées à convaincre les élus républicains, elles ont eu un effet mitigé: elles ont permis de rallier 26 républicains, mais les élus du parti de George W. Bush ont tout de même voté en majorité (108 à 91) contre le plan. « C'est un vote pour que

« Si nous ne faisons rien, la crise devrait nous entraîner dans la pire période économique que la plupart de nous avons connue », dit le leader républicain à la Chambre, John Boehner.

les Américains gardent leurs emplois », dit le secrétaire au Trésor Henry Paulson, négociateur en chef pour la Maison-Blanche du plan de sauvetage, devenu officiellement une loi en fin d'après-midi après sa signature par le président Bush.

« Si nous ne faisons rien, la crise devrait nous entraîner

dans la pire période économique que la plupart de nous avons connue », dit le leader républicain à la Chambre, John Boehner, afin d'expliquer la volte-face de 26 membres de son caucus.

Majoritaires à la Chambre, les démocrates ont voté en faveur plan dans une proportion de 172 contre 63. La présidente de la Chambre, Nancy Pelosi a convaincu 32

membres de son caucus d'appuyer la deuxième version du plan de sauvetage. « C'est essentiel pour retrouver une stabilité économique et la sécurité de nos citoyens », dit M^{me} Pelosi, une démocrate de la Californie.

Malgré le désaveu des membres de son parti, le président Bush était soulagé du dénou-

ement de la crise politico-financière paralysant Washington depuis deux semaines. « Il y a eu des moments où certains pensaient que le gouvernement fédéral ne pouvait relever le défi qui lui était présenté, dit-il. Mais grâce au travail des membres des deux partis, nous avons adopté ce projet de loi. »

Même s'il a instauré l'un des plus importants plans de sauvetage économique de l'histoire américaine, le président Bush s'est défendu de tourner le dos à ses principes conservateurs. « Comme grand partisan de la libre entreprise, je crois que le gouvernement doit intervenir seulement lorsque c'est nécessaire, dit-il. Cette fois-ci, le gouvernement devait intervenir. Les Américains doivent s'attendre à ce que la plupart sinon tous les dollars investis par le gouvernement lui soient remboursés à échéance. »

Ventes à découvert

Dans la foulée de l'accord, le régulateur boursier américain, la Securities and Exchange

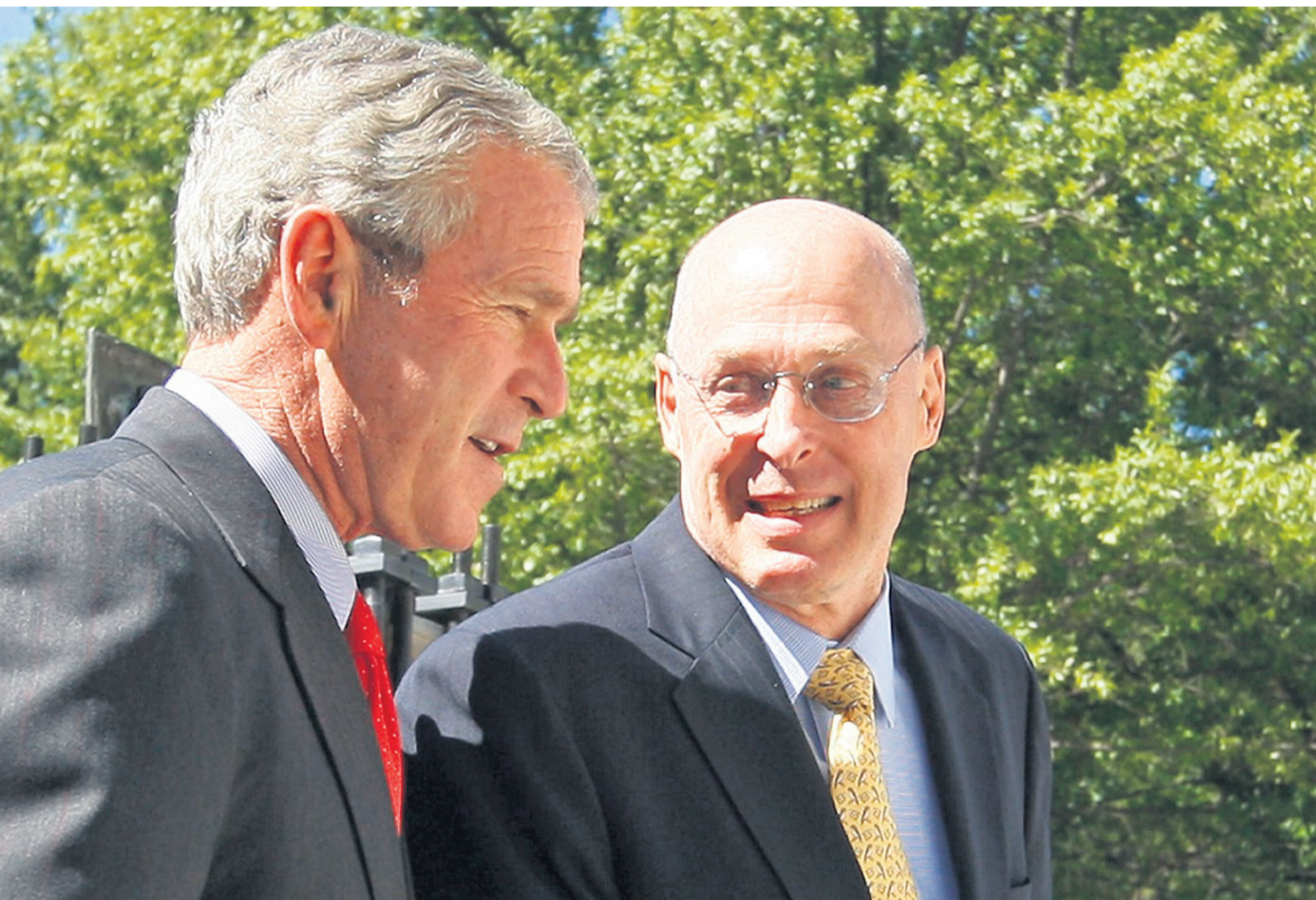
Commission (SEC), a annoncé hier que les ventes à découvert sur les valeurs financières seraient de nouveau autorisées jeudi.

En pleine tourmente boursière, la SEC avait interdit temporairement le 19 septembre les ventes à découvert sur les valeurs financières, « pour protéger leur intégrité et la qualité du marché boursier, ainsi que renforcer la confiance des investisseurs ».

Cette mesure concernait quelque 830 valeurs, la liste initiale ayant été élargie à des entreprises dont le lien avec la finance était ténu, comme certaines chaînes de pharmacie.

— Avec l'AFP

CYBERPRESSE.CA
CRISE
 Voyez les grandes lignes du plan Paulson sur lapresseaffaires.com/paulson



Le président Bush en compagnie du secrétaire au Trésor, Henry Paulson.

PHOTO CHARLES DHARAPAK, ASSOCIATED PRESS

À Paulson de jouer

Henry Paulson ne s'est pas fait prier afin de partager ses émotions avec la presse dans la célèbre roseraie de la Maison-Blanche. « Je suis soulagé », a dit le secrétaire au Trésor après l'adoption de son plan de sauvetage.

Pourtant, son travail ne fait que commencer. Nommé au plus haut poste économique de l'administration fédérale par le président Bush, en mai 2006, l'ancien PDG de Goldman Sachs – salaire annuel : jusqu'à 37 millions US – décidera essentiellement de la mise en application du plan de sauvetage. Il devra se rapporter à un comité de surveillance bipartisan sur lequel siègeront le président de la Réserve fédérale, Ben Bernanke, et le président de la SEC, Christopher Cox.

Hier, le secrétaire au Trésor, architecte et négociateur en chef du plan de sauvetage pour la Maison-Blanche, a reçu un vote de confiance de son patron, qui a averti les Américains d'être patients. « Nous mettrons le plan de sauvetage en marche le plus vite possible, mais ça ne se fera pas du jour au lendemain, dit le président Bush. Nous allons prendre le temps nécessaire afin de bâtir un programme efficace qui ne gaspillera pas l'argent des contribuables. »

— Vincent Brousseau-Pouliot

Peu d'émoi à Wall Street



MAXIME BERGERON
 ENVOYÉ SPÉCIAL
NEW YORK

Les courtiers se sont activés jusqu'à la toute dernière seconde hier sur le parquet de la Bourse de New York, lançant des ordres au téléphone et pianotant frénétiquement sur leurs claviers. Puis la cloche a sonné, à 16 h tapantes, sans effusion de joie ni émotion particulière.

Dans les minutes qui ont suivi, ils ont terminé de vérifier leurs transactions, rangé leurs vestons colorés et commencé à quitter l'imposante salle des échanges. Comme si de rien n'était.

L'acceptation du plan d'aide gouvernemental de 700 milliards par la Chambre des représentants a visiblement surpris peu de gens hier à Wall Street. Les financiers new-yorkais interrogés par *La Presse Affaires* s'attendaient tous à ce que le projet soit accepté, après

les conséquences catastrophiques entraînées par le rejet d'une première version lundi.

« J'étais pratiquement certain que ça allait passer ce coup-ci, a confié le vice-président d'une grosse banque qui a préféré garder l'anonymat. Ce qu'on a vu aujourd'hui, c'est un aveu qu'ils avaient pris une mauvaise décision la première fois. »

La bouée de sauvetage de 700 milliards ne constitue pas une « solution miracle », a tenu à préciser le financier. Loin de là. « Ça va arrêter l'hémorragie, mais ça va prendre plus que ça pour que la situation revienne à la normale. Ça va surtout prendre du temps, six, 12, 18 mois peut-être. Mais au moins, ça va ramener des liquidités dans le marché à court terme. »

Brett Hickey, président de la firme d'investissement Aegis Capital Group, croit lui aussi que le plan permettra de calmer la frénésie sans précédent observée toute la semaine sur les Bourses de la planète.

« Ça va apporter un peu de réconfort au public, a-t-il dit. Et aussi de la stabilité aux marchés financiers qui, espérons le, vont arrêter leur spirale descendante

qui fait que les gens ne veulent plus consommer et réduit l'accès au crédit. »

Charles Laplante, directeur des marchés financiers chez le réassureur Swiss Re à New York, s'attendait également à un vote positif. « J'étais en faveur de ce plan depuis le début, mais je persiste à croire que ça a été mal expliqué aux Américains. »

Nervosité

Aux environs de la Bourse de New York, à l'angle de Wall Street et Broad Street, la cohue s'est pour-

L'acceptation du plan d'aide gouvernemental de 700 milliards par la Chambre des représentants a visiblement surpris peu de gens hier à Wall Street.

suivie pendant toute la journée, hier, comme depuis le début de la semaine. Les touristes et journalistes étaient nombreux, tout comme les policiers aux aguets, certains armés de mitraillettes.

Des artistes ont aussi profité de cette journée historique pour mousser leurs numéros à saveur économi-

que. « Gazillionaire », un comédien qui se produit le soir dans un club de Manhattan, demandait aux passants ce qu'ils feraient pour 1\$. Un message populaire par les temps qui courent, comme en témoignent ces inconnus qui ont accepté de s'embrasser ou se sont livrés à une série de pompes en pleine rue en échange d'un simple billet vert.

Au restaurant Bull Run, à deux pas de Wall Street, les mots « bailout » et « job losses » se faisait souvent entendre dans le brouhaha des conversations, à l'heure du lunch.

En matinée, pendant les heures précédant l'adoption du plan de sauvetage, la nervosité était palpable partout. Dans la rue, dans la blogosphère, sur les chaînes d'information continue, citoyens et analystes spéculaient sur les chances d'approbation du projet. Les avis étaient partagés entre les

ardents défenseurs et les farouches opposants.

De nombreux Américains ont continué à marteler jusqu'à la toute dernière minute leur indignation. « Il nous reste seulement la journée d'aujourd'hui pour faire entendre notre voix au Congrès, pour leur faire savoir que d'ajouter du gras à ce plan de 700 milliards n'en fait pas un meilleur plan », écrivait hier matin l'auteur du blog stopthehousingbailout.com.

Les opposants en veulent à l'État d'utiliser « l'argent des contribuables » pour sauver Wall Street, selon leurs termes. Et ils semblent encore plus enragés par les nombreux ajouts – le « gras » – faits cette semaine au plan, comme ces crédits d'impôts offerts aux fabricants de flèches en bois pour enfants. Autant d'additions considérées comme un moyen de souder certains politiciens afin d'obtenir leur appui.

Les représentants ont voté en faveur d'une version révisée du plan en milieu de journée, à 263 contre 171. Une première version du plan avait été rejetée lundi à 228 contre 205, provoquant une chute historique des marchés boursiers.



PHOTO RICHARD DREW, ASSOCIATED PRESS

«L'adoption du plan était impérative, mais ça n'élimine pas le fait que les États-Unis sont en train de traverser une récession, rappelle Vincent Delisle, stratège à Scotia Capitaux. Les États-Unis ne tomberont pas seuls.»

Le plan n'arrête pas la saignée boursière

RUDY LE COURS

REVUE BOURSIÈRE

L'adoption du plan Paulson de 700 milliards pour dénouer la crise financière déplace désormais l'attention des investisseurs sur l'économie réelle qui se détériore à vue d'œil.

Cela a donné lieu hier à une séance boursière à nouveau agitée, marquée par une ouverture en forte hausse suivie par une plongée dans les minutes qui ont suivi le vote à la Chambre des représentants.

Propulsée à l'ouverture par un bond de plus de 300 points, la moyenne industrielle Dow Jones a terminé la séance en baisse de 157,47 points à 10 325,38 tandis que le Standard & Poors 500 reculait de 15,05 points à 1099,23

Le baromètre de la Bourse de Toronto, le S & P/TSX, a quant à lui effacé un gain initial de plus de 450 points pour terminer à nouveau dans le rouge. Son repli de 97,19 points à 10 803,35 points aggrave les débâcles de lundi et de jeudi au cours desquelles les pertes ont dépassé les 800 points.

«C'est un cas typique de l'adage qui veut qu'on achète sur la rumeur et vend sur la nouvelle (*Buy on rumor Sell on fact*)», résume Pierre Lapointe, stratège adjoint à la Financière Banque Nationale. «L'adoption du plan était impérative, mais ça n'élimine pas le fait que les

États-Unis sont en train de traverser une récession, rappelle Vincent Delisle, stratège chez Scotia Capitaux. Les États-Unis ne tomberont pas seuls.»

Comme pour lui donner raison, l'INSEE, le pendant français de Statistique Canada, annonçait hier que l'Hexagone avait décliné durant un deuxième trimestre d'affilée, de juillet à septembre.

Aux États-Unis, les nouvelles de la semaine sur le front économique avaient été éclipsées jusqu'au vote par la grave crise de

L'adoption du plan Paulson déplace désormais l'attention des investisseurs sur l'économie réelle qui se détériore à vue d'œil.

liquidités interbancaires qui a fait paniquer les boursicoteurs. Elles étaient pourtant toutes mauvaises: 159 000 chômeurs de plus en septembre, baisse de 4% des commandes en carnets des manufacturiers, chute de 27% en un an des ventes de véhicules neufs en septembre, repli de 16,3% sur une base annuelle du prix des maisons dans les grandes villes, etc.

C'est la deuxième vague de la récession qui commence, marquée par un recul de la consommation, croit M. Delisle.

Déjà quelques chaînes américaines soldent la marchandise

qu'elles espéraient vendre à meilleur prix pour le temps des Fêtes.

Les détaillants et les constructeurs d'autos qui font partie du S & P 500 ont essuyé les pertes parmi les plus dures de la séance d'hier.

Cette prise de conscience brutale s'est d'abord manifestée sur les prix des produits de base durant l'été. Comme les sociétés qui les produisent représentent plus de la moitié de l'indice torontois, il subit une correction plus violente.

Durant la première moitié de l'année, le TSX faisait cavalier seul à la hausse alors que toutes les Bourses battaient en retraite. Sa débâcle actuelle n'est que plus brutale. En septembre, il a connu le pire mois depuis 1931. Durant la semaine, il a plongé de 10,91% portant à 21,9% son recul jusqu'ici cette année.

À New York, malgré la pire semaine depuis les lendemains des attentats terroristes en septembre 2001, le ratio cours/bénéfices des 12 derniers mois des titres formant le S & P 500 s'élève toujours à 21, selon l'agence Bloomberg. Seuls qua-

tre des 48 indices boursiers nationaux surveillés par MSCI ont des ratios plus élevés: ceux de la Suisse, de la Colombie, de la Jordanie et du Maroc.

La Bourse toujours chère

Bref, la Bourse américaine paraît encore chère, malgré son piqué de 25,14% depuis le 2 janvier.

Les investisseurs spéculent maintenant sur une nouvelle action concertée d'allègement monétaire par les banques centrales. À Chicago, les parieurs donnent une probabilité de 100% à ce que la Réserve fédérale abaisse d'au moins 50 centièmes son taux directeur, au plus tard à sa prochaine réunion des 28 et 29 octobre. Il est fixé à 2,0% depuis le printemps.

Le court communiqué de son président, Ben S. Bernanke, dans les minutes qui ont suivi le vote sur le plan Paulson les a confortés. «Nous allons continuer d'utiliser tous les pouvoirs dont nous disposons pour mitiger les perturbations des marchés du crédit et pour stimuler une économie forte et vibrante», lit-on dans son commentaire de deux paragraphes placé exceptionnellement sur le site internet de la Fed.

Des rumeurs semblables allaient aussi bon train en Europe et de ce côté-ci de la frontière.

Les banquiers centraux travaillent souvent les dimanches cette année...

POINTS SAILLANTS

> Achat de titres hypothécaires à risque détenus par les institutions financières jusqu'à une valeur de 700 milliards (250 milliards immédiatement, 100 milliards additionnels à la discrétion de la Maison-Blanche et le dernier 350 milliards après une nouvelle approbation du Congrès);

> Obtention d'actions des institutions financières si le gouvernement n'est pas remboursé après avoir revendu ses titres hypothécaires à risque;

> Création d'une caisse d'assurance pour les titres hypothécaires à risque qui sera financée par les institutions financières;

> Limitation de la rémunération des dirigeants des institutions financières à 500 000 \$ par année;
> Hausse de l'assurance-dépôts de 100 000 \$ à 250 000 \$;

> Nouveau plan du président des États-Unis dans cinq ans afin que l'industrie financière rembourse les pertes subies par le gouvernement;

> Nouvelles règles comptables visant à mieux évaluer les finances des institutions financières;

> Déduction fiscale temporaire pour toute institution financière renonçant aux intérêts sur un prêt hypothécaire dans le cadre de la saisie d'une propriété.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

PREVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action M: million G: milliard

LUNDI 6 OCTOBRE
Permis de construire (Canada) août: -0,6% juillet: 1,8%
Indice des directeurs d'achats Ivey (Canada) août: 51,0 juillet: 51,5

MARDI 7 OCTOBRE
Crédit à la consommation (États-Unis) août: 5,5G\$us juillet: 4,6G\$us
Alcoa BPA 3T: 61,us
Yum! Brands BPA 3T: 54,us

MERCREDI 8 OCTOBRE
Mises en chantier (Canada) sept.: 210 000 unités août: 211 000 unités
Costco BPA 4T: 91,us
Monsanto BPA 4T: -15,us

JEUDI 9 OCTOBRE
Commerce de gros (États-Unis) août: 0,4% sept.: 1,4%
International Speedway BPA 3T: 72,us

VENDREDI 10 OCTOBRE
Taux de chômage (Can.) sept.: 6,2% août: 6,1%
Prix des exportations et des importations (É.-U.) sept.: -2,5% août: -3,7%
General Electric BPA 3T: 45,us

LUNDI 13 OCTOBRE
Marchés fermés (Action de grâce) (Canada)
Marchés ouverts (fête de Colomb) (États-Unis)

Source: Bloomberg
POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

		6		8		4		
	9							1
						6		2
2	5	9						
1			9					3
				4	6	2		
			2					7
		7		1		9		
3	8							5

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

4	1	7	3	8	2	5	9	6
5	2	3	7	9	6	1	4	8
9	6	8	1	5	4	2	3	7
8	9	2	4	6	5	3	7	1
1	3	4	8	2	7	6	5	9
6	7	5	9	3	1	4	8	2
3	5	1	6	7	9	8	2	4
7	8	6	2	4	3	9	1	5
2	4	9	5	1	8	7	6	3

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Niveau de difficulté : DIFFICILE

1150

Par Fabien Savary

1149

ÉTATS-UNIS

Les pertes d'emplois s'accroissent

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le rythme des suppressions d'emplois s'est accéléré en septembre aux États-Unis, témoignant de la dégradation continue de l'économie du pays, alors que le taux de chômage, à 6,1 %, reste à son plus haut niveau depuis septembre 2003.

L'économie américaine a perdu 159 000 emplois en septembre, soit plus de deux fois plus qu'en août (73 000), enregistrant son neuvième mois de licenciements

nets, selon les chiffres corrigés des variations saisonnières publiés hier par le ministère du Travail à Washington.

À 6,1 %, comme le mois précédent, le taux de chômage est conforme aux prévisions des analystes. Ceux-ci ont en revanche été surpris par l'ampleur des destructions d'emplois, puisqu'ils tablaient en moyenne sur 105 000 suppressions.

Depuis le début de l'année, l'économie américaine a perdu en moyenne 75 000 emplois chaque mois.

Les statistiques du Ministère sur les créations ou destructions d'emploi sont parmi les plus suivies par les économistes, qui y voient un indicateur fiable de la santé de l'économie, meilleur en tout cas que le taux de chômage.

Ce rapport mensuel du Ministère traduit bien la dégradation du marché de l'emploi que laissait entrevoir la progression du nombre des nouveaux chômeurs indemnisés publié sur une base hebdomadaire.

Cette dégradation « devrait se poursuivre dans les mois à

venir, dans la mesure où les entreprises vont chercher à maintenir leur productivité » dans un environnement économique défavorable, estime Amin Tazi, économiste de Natixis, dans une note.

« Les entreprises sont très méfiantes et cela se traduit dans leurs commandes et leurs décisions d'embauche. Le tarissement du crédit et le tumulte des marchés renforcent leur méfiance », écrit Stephen Gallagher, analyste à la Société générale.

D'autres transactions « à la Buffett » souhaitées

BUFFETT

suite de la page 1

Le professeur spécialisé dans les marchés monétaires fait pleinement confiance à Henry Paulson, secrétaire américain au Trésor. « C'est un ancien de la banque d'affaires Goldman Sachs, il a une grande connaissance des marchés. Quant à Ben Bernanke (président de la Réserve fédérale), c'est un fin connaisseur de la Grande Dépression, qui connaît les écueils à éviter », dit-il.

Warren Buffett

Soulagé, le gestionnaire de portefeuille Vital Proulx, de Hexavest, croit qu'il reste beaucoup à faire. Certes, les 700 milliards du plan Paulson serviront à racheter les actifs contaminés, comme les hypothèques à haut risque (*subprimes*). Néanmoins, les banques devront en plus recevoir une injection de capital de

l'extérieur, dans des transactions « à la Buffett ».

Rappelons que le célèbre milliardaire américain a injecté 3 milliards de dollars dans GE Electric, cette semaine, en échange d'actions privilégiées, notamment. La semaine précédente, son holding Berkshire Hathaway avait conduit une opération semblable avec la banque d'affaires Goldman Sachs dans une injection de 5 milliards de dollars.

Outre l'engagement d'investisseurs privés et institutionnels, Vital Proulx pense à la venue de fonds souverains, comme les fonds de pays pétroliers. Les fonds souverains sont des fonds détenus par des États. « Il y a de l'argent disponible, mais personne ne veut prendre le risque de perdre 15 à 20 % », dit-il.

L'hésitation des fonds externes pourrait s'expliquer par l'imminence d'une récession officielle. Le plan Paulson effacera les mauvais prêts des banques, mais

tôt ou tard apparaîtront d'autres mauvais prêts (autos, cartes de crédit, entreprises) traditionnellement associés à une récession. « Je ne suis pas mal à l'aise à détenir des titres bancaires pour deux à trois mois. Mais à long terme, c'est une autre question », dit M. Proulx.

Taux d'intérêt

Le gestionnaire croit qu'il y aura une action concertée des banques centrales dans le monde pour baisser les taux d'intérêt. Il espère également une injection de nouveaux capitaux d'ici de deux à trois semaines.

Jacques Bourgeois, professeur honoraire en finance de HEC Montréal, milite également pour une baisse de taux partout dans le monde. « Le consommateur américain est surendetté. En baissant les taux, les gens auront moins d'intérêts à payer », dit-il.

Le stratège Vincent Delisle, de Scotia Capital, voit l'adoption du plan comme une bonne nouvelle, qui permet à l'économie de mieux respirer. « Mais ça ne change pas le fait que les pays du G7 connaîtront leur pire année économique depuis 10 ans », dit-il.

Du point de vue boursier, M. Delisle voit dans la crise actuelle

une répétition du krach des titres technologiques du printemps 2000. « Dans les coulisses de la crise, il se passe des choses. On revoit le même film qu'il y a huit ans avec Nortel. La baisse a frappé le secteur des produits de base (*commodities*) comme il touchait la technologie à l'époque », dit-il.

Le stratège demeure perplexe par rapport à la légère baisse des marchés hier. Il rappelle que le marché boursier est précurseur des événements et repart à la hausse bien avant le début d'une reprise économique. « C'est le temps de regarder les beaux morceaux à acheter », croit-il.

Il donne l'exemple de certains titres qui ont grimpé, contre toute attente. Ainsi, l'action de la Bank of America, qui s'échangeait à 18\$ en juillet, trouve preneur à 35\$ aujourd'hui. Même chose pour l'entreprise JP Morgan Chase, dont le titre est passé de 29\$ à 47\$ depuis trois mois.

Yvan Allaire, président du conseil de l'Institut sur la gouvernance, croit que la récession affectera le capital des banques. « Le plan Paulson peut freiner le mouvement. Il est comme une digue. Mais cette digue va-t-elle résister au tsunami qui s'en vient, je n'en suis pas sûr », dit-il.

AFFAIRES 700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

AFFAIRES BOURSIÈRES
Apprenez à négocier les actions/options, vivez de la bourse ou augmentez vos revenus. Résidence/bureau. Temps plein/partiel. Formation intensive et suivi personnalisé.
• Cours Actions 1 sem.: 11 octobre 2008
• Cours Options 2, 3 jours: 22 novembre 2008
• Cours Investisseur Actif 1 jour: Montréal 31 janv.
Soirées d'information gratuites à 19 h :
Longueuil 5 nov., Drummondville 12 nov., Laval 17 nov.
Accrédité Emploi-Québec 514.666.0306 / 1.877.309.0123 www.daytradercanada.com
AVEC 10 000 \$ faites fortune avec l'immobilier ou avec une nouvelle invention, joignez-vous à notre équipe de professionnels. 514-723-5398
CENTRE DE LASERTHÉRAPIE 3001 Franchises de mieux-être et santé, spécialisées dans le traitement des dépendances. Formation complète. Clé en main. Territoire protégé. Pour info: Francine Le Blanc 514-768-2132 ou Rodrigue Simard 819-563-0708.
LOCATION PELLETIER. Franchises disponibles partout au Québec. Joignez-vous à une équipe gagnante. Offres avantageuses pour le franchisé. Appelez nous et vous verrez la différence: 8h-16h. 777. Sébastien Inkel 514-704-1120 Jean Brunel: 514-808-9119 Alexandre Vachon 514-886-8847

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
RÉALISEZ VOTRE RÊVE. Pour vous lancer en affaire mais pas seul. Franchise "Reapeat Business" entre 3000 \$ et 5000 \$. Sur R.-V: 514-830-7806
The UPS Store Occasion de franchise disponible. Joignez-vous au plus grand réseau de centres locaux de services aux petites entreprises du Canada. Visitez le www.theupsstore.ca ou composez le 1-800-661-6232

715 FINANCEMENT
1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)
GROUPE FINANCIER ONYX INC. financement et crédit-bail. tél.: 514 956-9596
PARTICULIER
Financement disponible, en 1re et 2e hypothèque. Taux raisonnable. Agent s'abstenir. 450-682-3370
PRÊTEZ votre argent par la financière 26 à 39 mois. MARCEL PAIEMENT LA FINANCIÈRE PRÊTBEC 450-688-7212

GRANDE LIQUIDATION DE VÊTEMENTS AUTOMNE-HIVER POUR HOMMES
MODE DE CONCEPTEURS EUROPÉENS SUPÉRIEURS
Fabio-inghirami – Brioni – San Remo
Jaguar – Rodrigo – Reporter
Costumes Cour. : de 595\$ à 1695\$
Spécial : à partir de 175\$
Cuir - Chemises - Pulls - Pantalons - Vestons - etc.
Rabais jusqu'à 80%
Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h
Samedi et dimanche de 10 h à 17 h
LIQUIDATION OMEGA
491, boul. Lebeau, Saint-Laurent, H4N 1S2
au sud de Côte-Vertu
514 788-5155

L'AUTO

CE LUNDI MATCH OPPOSANT LE TOWN AND COUNTRY DE CHRYSLER AU FORD FLEX

Tous les lundis dans **LA PRESSE**

2009 pire que 2008

2009

suite de la page 1

« La croissance des économies du monde émergent, tributaires de l'exportation, ne peut que ralentir » estime Stéphane Marion, économiste en chef adjoint à la FBN dans la dernière livraison du Mensuel économique.

Les États-Unis et le Canada n'échappent pas à ce ralentissement généralisé.

La FBN ramène de 0,9 % à 0,7 % la croissance canadienne pour l'année en cours, mais surtout réduit de 1,8 % à 0,6 % celle de l'an prochain.

« Comme les dépenses de consommation devraient décroître au cours des prochains mois, l'effet ralentisseur du commerce extérieur prend de l'ampleur dans les perspectives de croissance générales », écrit M. Marion.

Récession technique

L'économiste croit toujours que « le Canada évitera une contraction de la demande intérieure », mais la détérioration du commerce extérieur ne le met plus à l'abri d'une récession technique, caractérisée par un recul du PIB durant deux trimestres d'affilée. Évitée de justesse au premier semestre, elle rôde encore, compte tenu de la nette détérioration de la balance commerciale en juillet, qui a soustrait l'équivalent de 5,7 points de pourcentage annualisés.

Évidemment, cette menace tire sa source dans l'effondrement de la consommation au sud de la frontière.

La FBN conserve son scénario d'expansion de 1,4 % de l'économie américaine en 2008. Ce chiffre plutôt élevé dans le présent contexte s'explique par le bond inusité de 2,8 % enregistré au deuxième trimestre. Il était entièrement attribuable à une amélioration exceptionnelle du commerce extérieur, grâce à la faiblesse du billet vert durant le printemps.

Pour l'an prochain, c'est une toute autre histoire. L'expansion américaine est ramenée de 1,5 % à 0,4 % seulement.

Cette faiblesse nourrira la correction présente sur les prix des produits de base dont le pétrole. Résultat, le dollar canadien va faiblir encore jusqu'à 88 cents US d'équivalence d'ici la fin de l'an prochain.

Dans cette bourrasque, la FBN croit que les banquiers centraux desserreront les conditions monétaires. D'ici la fin de l'année, tant la Réserve fédérale que la Banque du Canada retrancheront 50 centièmes à leur taux directeur respectif de 2 % et 3 %.

Pour l'an prochain, la Fed aura eu tout juste le temps de ramener son taux directeur au niveau d'aujourd'hui.

Quant à notre banque centrale, elle devrait poursuivre la détente monétaire au point où, en décembre 2009, les taux directeurs canadien et américain seront au pair.

Il s'agit là d'une révision considérable de la prévision de taux. Le mois dernier, la FBN croyait que les deux taux directeurs s'élevaient plutôt à 3,25 % à la fin de l'an prochain.

CYBERPRESSE.CA

CROISSANCE
Réagissez à cette nouvelle sur lapresseaffaires.com

Des conseillers expérimentés pour un service personnalisé



petitesannonces@lapresse.ca
LES PETITES ANNONCES LA PRESSE 514-987-VENDU (8363)

CRISE FINANCIÈRE

La France entre en « récession technique »



MARC THIBODEAU

PARIS

Après avoir tenté d'esquiver le mot par une kyrielle de métaphores, le gouvernement français a admis hier, en réponse aux questions pressantes des journalistes, que le pays était entré en « récession technique ».

L'aveu est venu du ministre du Budget, Éric Woerth, qui s'était contenté de souligner la veille que la France n'était pas « par nature » en récession. Les autres membres du gouvernement se bornaient à parler de « croissance molle » ou de « passage récessif ».

« Il y a une sorte de jeu de chat et de la souris avec la presse. C'est au premier qui prononcera le mot qu'il ne faut pas dire. Tout

cela est ridicule », a déclaré M. Woerth, visiblement agacé.

Jeudi, l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) avait publié une étude indiquant que le PIB a reculé de 0,3% au second trimestre et devait fondre encore de 0,1% aux troisième et quatrième trimestres. Il y a techniquement récession lorsque le PIB recule deux trimestres de suite.

Le rapport évoque, pour expliquer la détérioration de la situation économique, l'éclatement de la bulle immobilière, qui fait chuter la consommation des ménages, la flambée des cours des matières premières ainsi que le « durcissement » des conditions de crédit découlant des « graves perturbations » du marché financier.

Si l'INSEE a évité de parler de récession, préférant évoquer une « croissance qui cale » dans la zone euro, la plupart des grands journaux français utilisaient ce terme dans leur numéro d'hier pour parler des conclusions de l'organisation.

Plusieurs ténors syndicaux et politiques ont pris le relais en matinée, critiquant le manque de transparence du gouvernement. L'État « devrait savoir que ça ne sert à rien de raconter des bobards » aux Français, a indiqué Bernard Thibault, président de l'une des principales centrales syndicales du pays.

L'État « devrait savoir que ça ne sert à rien de raconter des bobards » aux Français, a indiqué le président de l'une des principales centrales syndicales du pays.

Le Parti socialiste, parlant lui aussi de récession, a accusé le gouvernement de procéder « au jour le jour sans plan de route, multipliant les effets d'annonces et les mesures hétéroclites » sur le plan économique.

Le premier ministre François Fillon a plutôt insisté sur les effets de la crise financière, déplorant

que « l'irresponsabilité » du système ait conduit l'économie au bord du gouffre. Il a répété que l'État interviendrait « chaque fois qu'il sera nécessaire » pour sécuriser le système bancaire.

Le sujet sera à l'ordre du jour aujourd'hui au sommet exceptionnel prévu à l'Élysée, où se réuniront les chefs d'État de la France,

Commission européenne annonce un assouplissement des règles de concurrence pour permettre le sauvetage des banques par les États.

Plus tôt cette semaine, la France, la Belgique et le Luxembourg ont accepté d'injecter 6,5 milliards de dollars pour sauver la banque Dexia, qui a accepté la « démission » de ses deux principaux administrateurs.

Hier, le PDG sortant de l'entreprise, Alex Miller, a annoncé qu'il renonçait à l'indemnisation de 3,7 millions d'euros à laquelle il avait droit en vertu de son contrat. Paris avait exigé que les administrateurs sortants de l'entreprise ne puissent bénéficier de « parachutes dorés ».

« Je pense qu'au moment où le système financier connaît les difficultés que l'on sait, notamment où Dexia a rencontré des difficultés, ce type de pratique est particulièrement choquante aux yeux des Français » a commenté un porte-parole du gouvernement.



PRIMÉUR

Découvrez le bâtiment industriel le plus performant au Québec en matière d'efficacité énergétique...



3588077A

Wachovia se jette dans les bras de Wells Fargo

Les autorités américaines mises devant le fait accompli

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Coup de théâtre dans la banque américaine: Wachovia, contrainte par les autorités à un mariage forcé avec Citigroup, a réussi à séduire Wells Fargo, qui va la reprendre dans sa totalité, à un bien meilleur prix pour l'actionnaire et sans faire appel aux finances publiques.

Wells Fargo, la cinquième banque de dépôts américaine, est prête à mettre sur la table l'équivalent de 15,1 milliards de dollars, payés exclusivement en actions, pour mettre la main sur le numéro quatre du secteur.

Ce plan est une aubaine inespérée pour les actionnaires de Wachovia, puisque leurs titres sont valorisés dans l'opération à 7\$, soit nettement plus que le cours de clôture du titre, jeudi, de 3,91\$.

C'est aussi un grand coup de couteau dans le contrat fraîchement signé avec Citigroup, qui avait annoncé lundi, sous la direction des autorités américaines, la reprise en urgence des seules activités bancaires de Wachovia pour 2,15 milliards de dollars.

Cet accord, qui laissait de côté les activités de courtage et de gestion d'actifs, faisait assumer à l'État les pertes sur le portefeuille d'actifs de la banque reprise au delà de 42 milliards de dollars. Les pouvoirs publics avaient accepté de supporter un tel risque pour éviter une faillite de Wachovia aux conséquences imprévisibles pour le reste du système financier.

La proposition de Wells Fargo « nous permet de conserver l'ensemble de Wachovia intact et préserve la valeur d'une société intégrée, sans assistance gouvernementale », a argumenté Robert Steel, le PDG de Wachovia.

Le rapprochement des deux banques va former un nouveau géant, présent sur la plus grande partie du territoire américain, avec 1420 milliards de dollars d'actifs, 280 000 employés et 10 700 agences.

Wells Fargo avait déjà entamé des négociations le week-end dernier avec Wachovia, mais avait laissé tomber pour des raisons non précisées, permettant à Citigroup de rafler la mise avec une offre à prix bradé.

« Cela nous a pris un certain temps pour être sûrs que nous étions à l'aise avec une telle opération », s'est contenté d'expliquer Dick Kovacevich, le président du conseil d'administration lors d'une conférence téléphonique.

L'opération, qui devrait avoir, hors éléments exceptionnels, un effet bénéfique sur les résultats dès la première année d'opérations, aura tout de même un coût élevé pour la banque de San Francisco.

Wells Fargo prévoit d'inscrire dans ses comptes une charge d'environ 10 milliards de dollars et souhaite lever jusqu'à 20 milliards de dollars, par émission d'actions nouvelles pour maintenir son niveau de solvabilité.

Transaction logique

« C'est la transaction qui aurait dû être faite depuis le début et la seule logique », a commenté Mike Mayo, analyste bancaire chez Deutsche Bank, en désignant Citigroup comme « le gros perdant » dans l'histoire.

À la clôture de la Bourse de New York, Wachovia gagnait 58,82% à 6,21 dollars, tandis que Wells Fargo perdait 1,71%



PHOTO KIM WHITE, BLOOMBERG NEWS

Wells Fargo récupérera dans sa totalité Wachovia, au grand dam de Citigroup.

à 34,56 dollars, et Citigroup 18,44% à 18,35 dollars.

Le bouclage de l'opération est escompté pour le quatrième trimestre, un court délai au vu des contestations et interrogations soulevées par l'accord.

Fiancé abandonné sur l'autel, Citigroup est rapidement monté au créneau. « L'accord de Wachovia à une rupture avec Wells Fargo est une rupture claire de l'accord d'exclusivité passé » avec Citi, a déclaré la banque qui réclame l'abandon du projet et évoque même la possibilité de poursuites judiciaires.

Interrogé sur l'existence d'un contrat qui l'engageait à Citigroup, le PDG de Wachovia

a répondu un « non » franc et massif.

Wells Fargo et Wachovia vont aussi devoir convaincre les autorités américaines, manifestement mises devant le fait accompli, après avoir passé tout le week-end à monter un plan de reprise de Wachovia.

La Réserve fédérale a annoncé que les régulateurs veilleraient à la protection des intérêts des créanciers et des déposants de Wachovia, tandis que la présidente du fonds de garantie des dépôts bancaires FDIC, Sheila Bair, a indiqué qu'elle « allait examiner toutes les propositions » sur la table.

LA PRESSE AFFAIRES

Pire dégringolade du huard en une semaine depuis 1971



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Le pétrole brut pour livraison en novembre a chuté de 12 % cette semaine, à 93,78\$US le baril. Le prix avait atteint le niveau record de 147,27 \$US le baril le 11 juillet dernier.

BLOOMBERG

La devise canadienne vient de connaître sa pire chute en une semaine depuis au moins 1971 tandis que les prix des produits de base plongent dans le contexte d'une crise financière mondiale et pendant que les investisseurs achètent des dollars américains.

Ainsi, depuis vendredi de la semaine dernière, le huard a perdu 3,8 % de sa valeur par rapport à la devise américaine, pire baisse en une semaine depuis janvier 1971, époque où Bloomberg a commencé à colliger ces données. Un indice relatif aux produits de base a connu sa pire glissade en plus de 50 ans. « Il y a eu beaucoup de ventes de titres du secteur des ressources et les devises liées aux pro-

duits de base en prennent pour leur rhume, explique Jonathan Gencher, directeur de la division des ventes de devises de la Banque de Montréal, à Toronto. Il semble de plus en plus que toute l'économie mondiale va ralentir », ajoute-t-il.

La moitié des revenus d'exportation Le pétrole brut pour livraison en novembre a chuté de 12 % cette semaine, à 93,78\$US le baril. Le prix avait atteint le niveau record de 147,27 \$US le baril le 11 juillet dernier. La devise canadienne s'est dépréciée de 6,1 % depuis cette date. Le Canada tire environ la moitié de ses revenus d'exportation des produits de base.

L'indice Reuters/Jefferies CRB, qui regroupe 19 produits

de base, dont l'or, le pétrole brut et le sucre, a dégringolé de 9,9 % cette semaine, pire chute depuis au moins 1956.

« Tout cela est en fonction de la crise du crédit », soutient M. Gencher, qui prédit que le huard se transigera entre 1,0750 \$CAN et 1,0830 \$CAN au dollar américain d'ici la fin de l'année. « Il devient de plus en plus difficile de financer les bilans, ajoute-t-il. Tout le monde a besoin de dollars américains. C'est pourquoi la devise américaine est un meilleur pari. »

Après avoir bondi de 17 % en 2007 dans la foulée de la progression des prix des produits de base, le dollar canadien a reculé de 7,1 % jusqu'à présent cette année au moment où l'économie américaine a ralenti et où les prix pétroliers ont baissé.

Le pétrole compte pour 21 % dans la pondération de l'indice des prix des produits de base de la Banque du Canada, composante qui pèse le plus lourd au sein de l'indice.

« Les produits de base ont perdu leur soutien et cela continuera d'affecter le dollar canadien », indique Steve Barrow, un stratège en matière de devises de Standard Bank, à Londres.

Front commun des banques centrales

BLOOMBERG

Les banques centrales, d'Ottawa jusqu'à Brasilia, injectent des liquidités dans leur économie pour tenter de contenir la propagation de la crise du crédit qui sévit aux États-Unis.

Hier, la Banque du Canada a fait savoir qu'elle fera passer de 8 milliards à 20 milliards CAN

aux réserves que les banques doivent conserver auprès de la banque centrale du pays.

Les décideurs de ces deux pays ont ainsi uni leurs efforts à ceux des responsables des autres banques centrales dans le monde pour restaurer des pratiques normales de prêt, une tâche rendue plus difficile par les problèmes de banques telles que Dexia SA, de Bruxelles, plus important fournisseur mondial de prêts à des gouvernements locaux.

« Les banques centrales doivent soutenir le système à la lumière de ce qui se passe aux États-Unis, lance Francisco Diez, directeur des transactions sur les marchés émergents de RBC Capital Markets, à Toronto. La situation a changé de manière marquée au cours des deux dernières semaines », ajoute-t-il.

Mardi, la banque centrale du Chili a indiqué qu'elle offrira



PHOTO ANDRÉ PENNER, ASSOCIATED PRESS

Le président de la Banque centrale du Brésil, Henrique Meirelles, au cours d'une allocution le 30 septembre dernier.

500 millions US en échange de devises pour abaisser les coûts de financement des banques et des entreprises. Ces échanges permettent aux banques d'avoir accès à des dollars américains

de la banque centrale contre des actifs, a précisé la banque centrale. Hier, Jose De Gregorio, le président de la banque centrale chilienne, a indiqué que son pays était prêt à affronter des

bouleversements mondiaux et qu'il pouvait fournir des liquidités « massives ».

Manque de liquidités

« Nous avons vu les banques centrales du Chili et du Brésil adopter des mesures parce qu'il y a un manque de liquidités sur leur marché », explique Rafael de la Fuente, économiste principal de BNP Paribas, à New York.

Les devises des pays d'Amérique latine et le dollar canadien ont écopé cette semaine parce que l'on craint que le plan de sauvetage adopté aux États-Unis n'empêchera pas une récession mondiale.

Pour la première fois cette année, le sol péruvien a baissé sous le niveau de trois au dollar américain jeudi, ce qui a incité la banque centrale du Pérou à injecter un montant record de 443,8 millions US sur le marché des devises pour stopper la dégringolade de la devise.

69,0 % d'économie d'énergie gaz à effet de serre

Murox est fière d'avoir réalisé le bâtiment industriel le plus performant au Québec en matière d'efficacité énergétique.



Groupe Stageline à L'Assomption



une solution d'affaires rentable et écoresponsable

MUROX
Bâtiments haute performance

Une division de Groupe Canam

1 866 466-8769
www.muroxenergie.ws

Cerberus investit dans le portefeuille de la CIBC

LA PRESSE CANADIENNE

La Banque CIBC a réduit son exposition au marché américain des hypothèques résidentielles grâce à un accord intervenu avec Cerberus Capital Management, qui investira dans son portefeuille de crédit structuré, accord d'une valeur de 1,05 milliard de dollars US.

Le marché annoncé hier après « un processus d'offres compétitif » couvre des titres adossés sur créances hypothécaires et d'autres titres adossés à des obligations et à des dettes qui étaient évaluées à 1,19 milliard US le 30 juin dernier et à 1,075 milliard US un mois plus tard.

L'investissement consenti par la société de financement par capitaux propres « limitera de manière marquée notre exposition future au marché immobilier résidentiel américain », a indiqué Gerry McCaughey, le PDG de la CIBC, au cours d'une conférence téléphonique avec des investisseurs.

Cette année, la Banque CIBC a été malmenée par des dépréciations liées aux prêts hypothécaires à risque aux États-Unis qui ont fait chuter le prix de son action et qui ont inquiété les analystes. On estime que la Banque CIBC avait une exposition d'environ 6 milliards CAN sur le marché hypothécaire américain dans son portefeuille de crédit structuré et après une série de dépréciations, sa valeur est estimée à 1,1 milliard US.

Cerberus achète pour 1,05 milliard CAN de billets de pre-



Le président de la CIBC, Gerry McCaughey.

PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

mier rang adossés aux titres, tandis que la Banque CIBC continue de posséder les valeurs et peut en tirer profit dans le cas où un redressement futur interviendrait. Pour sa part, Cerberus obtiendra un rendement d'environ 20 %.

« Nous sommes une banque dont l'intérêt premier est de réduire le risque, mais qui cherche aussi à préserver la

valeur potentielle à long terme pour nos actionnaires », a dit M. McCaughey.

Le titre de la Banque CIBC a pris 1,18 % hier à la Bourse de Toronto, à 58,50 \$CAN.

La Banque CIBC « conservera 100 % de l'appréciation potentielle du portefeuille à la suite du remboursement des billets, a indiqué M. McCaughey. Nous croyons que

des récupérations futures sont possibles étant donné les réductions extrêmes des valeurs actuellement en raison des marchés hautement non liquides. »

La banque a fait savoir qu'elle ne fournissait aucun financement à Cerberus et qu'elle ne donnait aucune garantie de performance quant au portefeuille, dont elle demeure propriétaire.

Cerberus « est en mesure de faire des choses que d'autres, à cause des règles comptables de juste valeur et des actionnaires publics, ne peuvent pas vraiment faire, indique M. Blumas. Ce n'est pas une compagnie publique, elle n'a pas de ratio de capital, et elle peut essentiellement absorber ce risque de la CIBC à cause de la structure de ses opérations. »

Économie et élections: qui a raison?



CLAUDE PICHER
CHRONIQUE

Les débats des chefs, cette semaine, devaient en principe nous apprendre quelque chose sur l'impact de la crise financière américaine de ce côté-ci de la frontière. Pourtant, on n'a pas appris grand-chose. Au mieux, les débats confirment que deux visions s'affrontent pendant cette campagne. Dans le coin droit, Stephen Harper, qui tente de se faire rassurant. Dans le coin gauche, les quatre autres, qui se sont lancés dans un véritable concours d'hyperboles, comme si la réélection du gouvernement Harper plongerait le Canada dans un désastre financier à l'américaine. Gilles Duceppe soutient que Stephen Harper et George W. Bush, c'est du pareil au même, rien de moins!

Pourtant, sur le fond, M. Harper a raison de se faire rassurant. Il suffit de comparer les deux systèmes financiers et de jeter un coup d'œil aux principaux indicateurs économiques pour

réaliser que le Canada est très loin d'une crise.

L'éclatement de la bulle immobilière aux États-Unis ne s'étendra pas au Canada, parce qu'il n'y a pas de bulle. Certes, il peut exister des secteurs où le marché est fortement en hausse (les unifamiliales à Fort McMurray, les condos au centre-ville de Montréal et de Toronto), mais ce sont des minibulles locales. Rien, absolument rien, ne permet de croire que les prix de l'immobilier au Canada se dégonflent au point où les valeurs marchandes soient largement inférieures aux soldes des hypothèques, comme c'est le cas aux États-Unis.

Il y a une raison pour cela. Au Canada, la Loi nationale de l'habitation oblige tout acheteur de maison dont la mise de fonds est inférieure à 20 % de la valeur de la propriété à acheter une assurance prêt hypothécaire. Cette assurance garantit que le prêteur est remboursé en cas d'insolvabilité de l'emprunteur. Autrement dit, la loi protège

contre elles-mêmes les institutions financières qui seraient tentées d'accorder du crédit trop facile; elle protège aussi contre eux-mêmes les acheteurs de maisons qui seraient tentés d'acheter une propriété au-dessus de leurs moyens. Aucune banque canadienne n'est menacée de faillite.

Sur le front de l'économie, le portrait est moins bon que l'an dernier, mais il serait hau-

La croissance économique sera moins forte que prévu; les spécialistes commencent d'ailleurs à revoir leurs prévisions à la baisse. Mais il n'y a pas de quoi crier au meurtre, d'autant plus qu'il y a aussi de bonnes nouvelles. Après avoir subi un long et pénible déclin, les entreprises du secteur de la fabrication commencent enfin à voir le bout du tunnel. Depuis quatre mois, la croissance du secteur manufacturier atteint en moyenne 0,7 % par mois. Ce n'est pas énorme, mais cela met fin à une longue période de morosité.

La dette publique n'est plus un problème. Certes, l'ère des plantureux surpluses à Ottawa est terminée. C'est dû en partie à deux décisions du gouvernement Harper: la baisse de la TPS (que la plupart des économistes considèrent comme une erreur) et la forte augmentation des transferts aux provinces. Mais à tout prendre, la situation financière du gouvernement canadien est infiniment meilleure que celle du gouvernement américain. Cela ne se compare même pas.

Il y a cependant deux ombres au tableau.

L'inflation recommence à montrer le bout de son nez. En août, l'indice des prix à la consommation a progressé de

3,5 % en rythme annuel. C'est la plus forte hausse en cinq ans. Il faut cependant dire que la flambée des prix pétroliers compte pour plus de la moitié de cette hausse.

Enfin, il y a des risques de détérioration de la balance commerciale. L'an dernier, le Canada a dégagé un surplus commercial de 85 milliards avec les États-Unis. Ce montant représente l'équivalent de 2,7 millions d'emplois de ce côté-ci de la frontière. Si le consommateur américain ralentit ses achats, il est clair que des milliers de travailleurs canadiens risquent de se retrouver au chômage.

À tout prendre, le portrait n'est peut-être pas idéal; on a connu de meilleures années. Mais rien ne permet non plus de crier au loup comme le font un peu trop facilement les partis de l'opposition. Faut-il aussi rappeler qu'on a aussi connu bien pire, et pas à peu près?



Visionnez la vidéo de Claude Picher sur lapresseaffaires.com

AUTOMOBILE LES GÉANTS AMÉRICAINS EN CRISE

LA SOLUTION INTERNATIONALE



MARTIN VALLIÈRES

Pour leur relance, les trois Grands américains de l'automobile misent notamment sur des alliances internationales et l'apport de modèles conçus par leurs filiales d'Europe et d'Asie.

«Leurs principaux concurrents internationaux comme Toyota, Honda, Hyundai et Volkswagen fonctionnent depuis des années avec des gammes coordonnées à l'échelle mondiale. C'est l'une des clés de leur compétitivité et il est grand temps que les constructeurs américains fassent de même, au

lieu de s'en tenir à une gestion de gamme trop compartimentée par continent», selon Mike Wall, analyste de CSM Worldwide, firme-conseil de Detroit spécialisée dans l'automobile.

Le but de ces démarches pour GM, Ford et Chrysler: relever rapidement et à moindres coûts leur offre de véhicules plus concurrentiels pour le marché nord-américain.

Après des années de domination des gros véhicules, ce marché s'est brusquement tourné vers les voitures de taille compacte et intermédiaire.

Or, ces véhicules sont encore rares dans les bureaux d'ingénierie des constructeurs américains et leurs usines situées dans les pays de l'ALENA (États-Unis, Canada, Mexique).

«Les trois Grands ne savent pas concevoir et fabriquer de façon rentable des véhicules compacts dans

leurs usines aux États-Unis et au Canada», déplore George Magliano, directeur du marché automobile à Global Insight, une firme d'analyse économique de Boston.

Pour Mike Wall, de CSM Worldwide, les trois Grands américains n'ont plus le choix de puiser rapidement dans leurs filiales et leurs partenaires d'outre-mer pour relever leur compétitivité et endiguer leur recul dans leur propre marché.

«Ford et GM, en particulier, ont déjà des véhicules concurrentiels dans leurs filiales en Europe. Ils doivent accélérer leur transplantation vers leurs usines nord-américaines.»

Néanmoins, il faudra au moins deux ans, peut-être trois, pour que les résultats de ces démarches internationales des trois Grands américains se fassent sentir chez leurs concessionnaires.

LA PRESSE AFFAIRES A RECENSÉ QUELQUES PROJETS

GENERAL MOTORS



CRUZE

La division Chevrolet remplacera en 2010 sa populaire compacte Cobalt (G5 chez Pontiac) par la Cruze, conçue par les filiales de **GM en Europe** (Opel, Vauxhall) et transplantée dans une usine de l'Ohio.

Source: GM

MINI-FOURGONNETTE HHR

Le successeur de la fourgonnette HHR, qui verra le jour en 2011, sera dérivé du modèle Zafira, conçu par la division **Opel en Europe**.

Source: GM-Opel

COMPACTE LUXUEUSE

Buick envisage pour 2012 une auto compacte luxueuse qui serait basée sur un châssis mis au point par **GM-Europe et GM-USA**, mais dessiné conjointement par **GM-Chine et GM-USA** pour ces deux marchés. Chancelante ici, Buick est une marque-phare en Chine depuis l'entrée de GM dans ce pays en... 1911!

Long purgatoire pour les trois Grands

MARTIN VALLIÈRES

Effondrement des ventes de leurs gros véhicules les plus rentables. Pénurie de modèles plus efficaces et en plus forte demande.

Et maintenant, la crise financière, qui restreint sérieusement l'accès au crédit pour leurs clients.

À n'en pas douter, les perspectives de sortie de crise des trois Grands américains de l'automobile – leur pire en 15 ans – sont plutôt sombres.

«Le marché nord-américain s'est affaibli et il le demeurera un bon moment. Cela prendra au moins trois ou quatre ans de purgatoire pour qu'il retrouve sa moyenne de la décennie», estime George Magliano, spécialiste de l'automobile à la firme d'analyse économique internationale Global Insight.

Constat semblable de Mike Wall, directeur nord-américain de CSM Worldwide, une firme-conseil de Detroit spécialisée en automobile.

«Les trois Grands ont été pris de court par le transfert subit de la demande vers les véhicules moins gros, moins chers et moins énergivores.

«Les trois Grands ont été pris de court par le transfert subit de la demande vers les véhicules moins gros, moins chers et moins énergivores.»

Ce transfert amorcé l'an dernier s'est accentué encore en 2008.»

Un chiffre témoin? La part des automobiles dans les ventes totales de véhicules grand public (y compris les camions légers) a rebondi au-delà de

55 % cette année, selon Global Insight.

C'est 10 % de plus qu'il y a quatre ans, alors que le marché nord-américain comptait autour de 18 millions de véhicules.

Ce marché a rétréci autour de 15 millions d'unités pour cette année et l'an prochain, selon Global Insight.

Et l'essentiel de cet important ressac est concentré parmi les véhicules plus gros. En particulier, les VUS, camionnettes et fourgonnettes, qui sont de véritables poules aux œufs d'or pour les trois Grands américains depuis 10 ans.

Ressac

Ce ressac se fait durement sentir dans leurs états financiers, où les déficits se comptent en milliards de dollars.

«Non seulement les revenus et surtout les profits des gros véhicules se sont taris, mais les trois Grands doivent maintenant soutenir de coûteux surplus de stocks qui se déprécient à vue d'œil», explique George Magliano.

Par ailleurs, l'effondrement du principal créneau des géants américains a amplifié la glissade de leurs parts de marché.

Pour la première fois, la part combinée des GM, Ford et Chrysler aux États-Unis passera cette année sous le seuil des 50 %, anticipe-t-on chez Global Insight.

De plus, la japonaise Toyota vient d'enlever le deuxième

rang des parts de marché à Ford, relégué troisième.

Quant au quatrième rang, il est sur le point d'échapper à Chrysler au profit de la japonaise Honda.

Dans ce contexte, quelles sont les pistes de relance pour les trois Grands américains? Et quel est l'avenir des centaines de milliers d'emplois directs et indirects qui en dépendent en Amérique du Nord?

«Chose certaine, ils ne peuvent miser sur une reprise d'un marché lucratif des camions légers, au-delà de la demande traditionnelle à des fins utilitaires et commerciales», avertit M. Magliano.

«Les trois Grands doivent réaménager leurs gammes et leurs usines vers les véhicules plus efficaces. Mais ça prendra du temps et des investissements énormes, sans profit rapide.»

Le conseil d'administration de la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) vous convie à son

assemblée publique annuelle 2008

le mardi 7 octobre 2008, de 12 h à 13 h 30
au Centre Mont-Royal, Salon Cartier I et II
2200, rue Mansfield, Montréal (Québec)

Vous avez des questions ou des besoins particuliers en matière de communication ?
Envoyez un courriel à info@sadc.ca ou téléphonez au 1-800-461-SADC (7232).

Pour en savoir plus sur la SADC et l'assurance-dépôts, consultez le site www.sadc.ca.



SADC

Société d'assurance-dépôts
du Canada

CDIC

Canada Deposit
Insurance Corporation

Canada

AUTOMOBILE LES GÉANTS AMÉRICAINS EN CRISE



PROJET MPV-7

Chevrolet planche aussi sur un véhicule multisegments de taille intermédiaire (projet MPV-7) qui serait mis au point par la filiale de **GM en Corée**, Daewoo, ainsi que ses divisions **Opel et Vauxhall en Europe**. Son lieu d'assemblage est indéterminé.

Source: GM



PROTOTYPE INVICTA

Ces dernières années, GM a multiplié les partenariats et diversifié ses marques en Chine, y devenant même le principal fabricant étranger. Les designers de **GM-Chine** prennent aussi du galon, comme en témoigne ce prototype Invicta conçu pour Buick.

Source: Automotive News

FORD



FIESTA

Le retour nord-américain de la sous-compacte Fiesta, populaire en Europe dans le marché des *hatchback* à caractère sportif, est prévu pour 2010.

Source: Ford Europe



FOCUS

La **version européenne de la compacte Focus**, en avance d'une génération sur le modèle vendu ici, devrait traverser l'Atlantique en 2012. Et peut-être ses véhicules dérivés comme le mini-VUS Kuga et la mini-fourgonnette C-Max.

Source: Ford Europe

CHRYSLER



ROUTAN

Depuis son détachement du géant allemand Daimler-Benz, l'entreprise sollicite des alliances de sous-traitance avec des marques d'outre-mer pour mieux utiliser ses usines en Amérique du nord. Ainsi, Volkswagen a confié à l'usine **Chrysler de Windsor**, en Ontario, la production de sa nouvelle fourgonnette Routan.

Source: Volkswagen Canada

ALLIANCE AVEC NISSAN

Chrysler a conclu une alliance avec Nissan pour le transfert de châssis et de technologies motrices conçus en Asie et en Europe, où Nissan est affiliée à la française Renault, elle-même actionnaire de la suédoise Volvo. Déjà, une usine de Chrysler au Mexique assemblera bientôt des camionnettes pour Nissan, et cette dernière prépare une automobile compact pour la division de Chrysler.

Sources: AutoWeek, Automotive News, AutomotiveWorld, Automobilemag, Windsor Star, Bloomberg



AVIS DE NOMINATION DE L'AMC

Association médicale canadienne

Le Dr Michael Golbey, président du Conseil d'administration de l'Association médicale canadienne (AMC) est heureux d'annoncer l'élection, lors de son Assemblée annuelle au mois d'août 2008, du Dr Robert Ouellet au poste de Président pour l'année 2008-2009.

Le Dr Ouellet est originaire de Longueuil (Québec) et diplômé de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal. Spécialiste en radiologie diagnostique, il a acquis une formation additionnelle en échographie, en tomodensitométrie et en résonance magnétique.

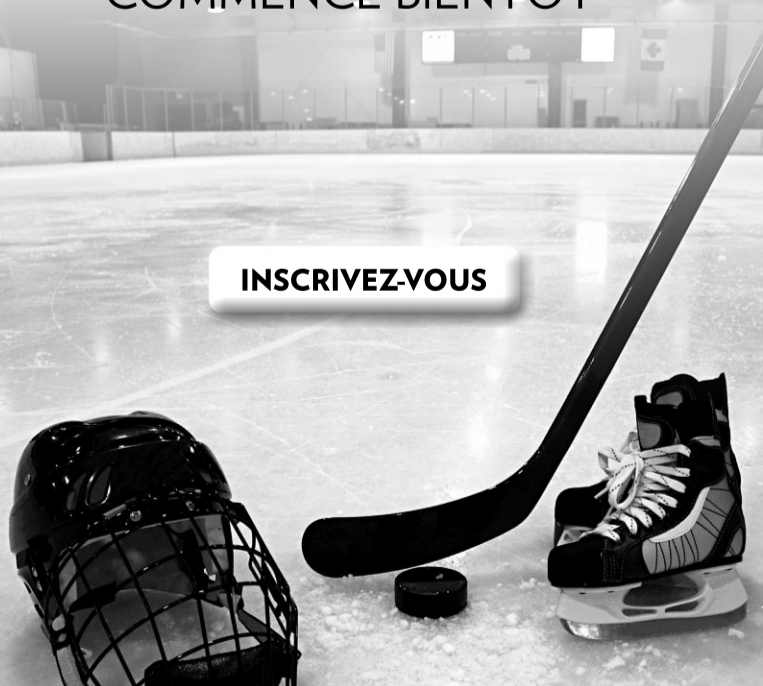
Dr Robert Ouellet a entrepris sa carrière de médecin en Mauricie à l'Hôpital Sainte-Marie de Trois-Rivières et à l'Hôpital Saint-Joseph de La Tuque. Il a fondé et dirigé par la suite la Clinique de radiologie des Récollets à Trois-Rivières. Il a œuvré au sein des départements de radiologie de la Cité de la Santé de Laval, de l'Hôpital L.H. Lafontaine de Montréal ainsi que du Centre hospitalier ambulatorio régional de Laval. En 1987, il a fondé la première clinique privée de tomographie axiale au Canada. Dix ans plus tard, il a créé la première clinique privée de résonance magnétique à Laval et une deuxième en 2000. En 2004, il est devenu directeur de deux cliniques de radiologie diagnostique, l'une à Laval et l'autre à Terrebonne.

Ancien président de l'Association médicale du Québec (2005 et 2006), le Dr Ouellet poursuit son travail de radiologiste et de gestionnaire dans les cinq cliniques qu'il dirige ainsi qu'à l'Hôpital L.H. Lafontaine.

Représentant plus de 67 000 membres, l'AMC a pour mission de servir et d'unir les médecins du Canada et de défendre sur la scène nationale, en collaboration avec la population du Canada, les normes les plus élevées de santé et de soins de santé.

ASSOCIATION MÉDICALE CANADIENNE  CANADIAN MEDICAL ASSOCIATION

LA SAISON COMMENCE BIENTÔT



INSCRIVEZ-VOUS

Et courez la chance de gagner de **NOMBREUX PRIX!**

LE POOL
Location d'outils
SIMPLEX
DU CENTENAIRE

www.poolsimplex.cyberpresse.ca


SANS LIGNE ROUGE



Le blogue de **François Gagnon** sur cyberpresse.ca

BBA vous dit merci


Merci à nos 500 employés, des gens de talent et de passion qui, par leur implication et leur engagement, gardent la culture de l'entreprise bien vivante. BBA est fière d'avoir remporté les honneurs du premier prix, catégorie moyenne entreprise du Défi Meilleurs Employeurs*, et c'est grâce à vous.



* Le titre de Défi Meilleurs Employeurs est décerné par le magazine Affaires Plus et l'Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec, sous la supervision de la Firme-conseil Watson Wyatt.

BBA est une firme de génie-conseil canadienne indépendante œuvrant à l'échelle internationale dans les secteurs de l'énergie et des mines et métaux.

Relever des défis techniques dans plusieurs types de projets, ça vous allume? Découvrez nos emplois et joignez-vous à une firme de génie-conseil forte de ses valeurs et fière de ses employés!



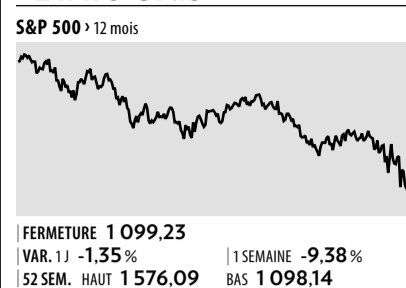
L'ingénierie pour un monde en changement

www.bba.ca

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

> ÉTATS-UNIS



> DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION 1 J	(\$)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	44 517,32	-1 627,78	-3,53	
CAC 40 (France)	4 080,75	117,47	2,96	
DAX (Allemagne)	5 797,03	136,40	2,41	
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 726,67	97,50	3,71	
FTSE 100 (Angleterre)	4 980,25	109,91	2,26	
Hang Seng (Hong Kong)	17 682,40	-528,71	-2,90	
Mexico Bolsa (Mexique)	22 989,50	-1 037,85	-4,32	
Milan MIB30 (Italie)	26 270,00	580,00	2,26	
NIKKEI 225 (Japon)	10 938,14	-216,62	-1,94	
S&P/ASX 200 (Australie)	4 695,40	-65,70	-1,38	
Shanghai (Chine)	2 293,78	-3,72	-0,16	
Swiss Market (Suisse)	6 879,82	148,88	2,21	

> CANADA



PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
ISHARES CDN S&P/T (XIU)	22 325 445	16,29	-0,91
BOMBARDIER/B (BBD.B)	19 792 909	5,20	4,21
TRANSCANADA (TRP)	2 603 881	37,67	-1,08
KINROSS GOLD (K)	9 115 337	15,44	2,93
YAMANA GOLD (YRI)	8 935 301	7,50	4,17
NORTEL NETWORKS (NT)	8 163 922	2,19	-6,81
BCE (BCE)	7 205 070	34,90	0,29
SUNCOR ENERGY (SU)	7 057 241	36,44	1,22
TALISMAN ENERGY (TLM)	6 766 426	13,20	-2,00
BARRICK GOLD (ABX)	6 327 640	34,95	5,11
BANQUE ROYALE (RY)	6 245 939	49,23	0,57
GOLDCORP (G)	5 807 187	28,86	4,91
OILEXCO INCORPORA (OIL)	5 696 973	7,85	-17,02
NEXEN (NXY)	5 682 472	21,10	-1,17
AGRIUM (AGU)	5 180 682	43,72	-2,87
TECK COMINCO/B (TCK.B)	5 015 959	23,08	-5,10

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
ANVIL MINING (AVM)	182 005	3,62	23,55
EUROPEAN GOLDF. (EGU)	438 131	2,60	20,93
CANWEST GLOBAL/A (CGS.A)	3 445	2,59	17,73
GOLDCORP (G.WG)	1 100	10,85	17,30
KIRKLAND LAKE G. (KGI)	72 140	6,25	17,26

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
ING CANADA (IIC)	123 383	38,75	2,45
GEORGE WESTON (WN)	681 484	56,00	2,00
TD SPLIT/B (TDS.B)	2 050	33,00	1,75
BARRICK GOLD (ABX)	6 327 640	34,95	1,70
INTERIL (IOL)	18 642	27,73	1,62

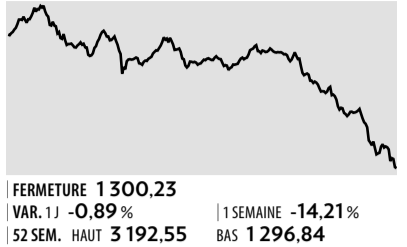
TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
AKITA DRILL./A (AKT.A)	14 590	8,65	-17,46
OILEXCO INCORPORA (OIL)	5 696 973	7,85	-17,02
SILVER WHEATON CW (SLW.WU)	3 800	2,50	-16,67
ABITIBIOWATER (ABH)	154 891	3,28	-14,81
BALLARD POWER SY. (BLD)	197 864	3,21	-13,24

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
FAIRFAX FINANCIAL (FFH)	108 552	324,00	-33,00
CP HOLDRS (HCH)	1 025	147,42	-7,58
ALGOMA CENTRAL (ALC)	2 800	100,00	-5,00
MAGNA INTERN/A (MG.A)	918 486	46,32	-2,92
CANADIAN PACIF. (CP)	853 186	49,44	-2,78

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois

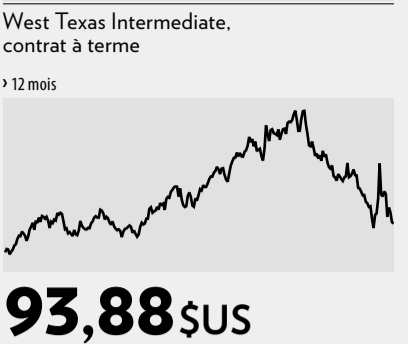


PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
ROUTE1 (RO1)	6 693 500	0,05	12,50
KWG RESOURCES (KWG)	5 970 870	0,03	20,00
FALCON OIL & GAS (FO)	4 792 313	0,54	1,89
TYPHOON EXPLOR. (TOO)	3 199 000	0,02	-33,33
EXELTECH AEROSP. (XLT)	2 715 710	0,05	-33,33
URANIUM BAY RES. (UBR)	2 714 000	0,03	-16,67
GLOBAL HUNTER (BOB)	2 597 500	0,09	0,00
WESTERNZAGROS (WZR)	2 169 206	1,05	5,00
KALAHARI RES. (KLA)	2 137 340	0,02	-33,33
BOONAVENTURE ENT. (BVT)	1 910 000	0,04	-20,00

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur lapresseaffaires.com

PÉTROLE



FONDS INDICIELS

	FERM.	1 J (\$)	1 J (%)	1 AN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	17,10	-0,25	-1,44	-22,62
S&P/TSX 60 (XIU)	16,29	-0,15	-0,91	-20,18
S&P/TSX fin. (XFN)	22,17	-0,27	-1,20	-19,51
S&P/TSX éné. (XEG)	17,31	-0,41	-2,31	-19,02
S&P/TSX or (XGO)	14,66	0,07	0,48	-20,62
Oblig. c. terme (XSB)	28,17	0,02	0,07	1,19
Oblig. l. terme (XSB)	28,35	0,07	0,25	0,35
S&P 500 (XSP)	13,67	-0,25	-1,80	-28,95

CANADA LPA 100 (HEBDOMADAIRE)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERMETURE (\$)	VARIATION 1 J (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE SEM. (%)	VAL. B. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.	
CONSOMMATION COURANTE	1 409,46	-0,63		-2,48					
▲ Weston (George) (WN)	56,00	2,00	3,70	6 815	10,41	7 228	71,76	41,83	1,44
▲ Molson (TPX.A)	50,60	0,00	0,00	0	5,59	1 303	58,87	46,26	0,78
▲ Couche-Tard (ATD.B)	14,38	0,37	2,64	5 234	4,73	2 814	20,61	10,11	0,14
Loblaw (L)	29,75	-0,10	-0,34	9 733	1,47	8 157	45,97	26,75	0,84
Lassonde (LAS.A)	42,50	0,00	0,00	0	-1,39	283	49,99	37,50	0,86
Metro (MRU.A)	31,10	0,20	0,65	3 584	-2,11	3 469	35,85	21,00	0,50
Shoppers Drug Mart (SC)	50,72	-0,28	-0,55	6 370	-3,68	11 011	58,23	46,63	0,86
▼ Jean Coutu (PJC.A)	7,33	-0,11	-1,48	6 128	-6,03	1 789	14,00	6,88	0,16
▼ Saputo (SAP)	24,31	-1,64	-6,32	3 077	-6,50	5 026	32,99	24,05	0,56
TÉLÉCOMS	828,03	0,25		-2,49					
Telus (T)	39,51	-0,24	-0,60	9 065	1,05	12 173	58,19	36,01	1,80
Rogers (RCL.B)	35,22	0,11	0,31	17 405	0,72	22 741	49,81	32,29	1,00
BCE (BCE)	34,90	0,10	0,29	72 051	-6,18	28 119	41,25	31,80	0,00
SANTÉ	289,72	-1,16		-3,91					
Theratechnologies (TH)	4,37	-0,03	-0,68	516	-3,96	254	12,69	4,01	0,00
Biovail (BVV)	10,21	-0,05	-0,49	12 680	-4,04	1 620	19,23	9,64	1,45
▼ MDS (MDS)	12,51	-0,31	-2,42	2 768	-5,30	1 515	21,64	11,58	0,00
SERVICES PUBLICS	1 626,69	-1,84		-4,10					
Fortis (FTS)	24,21	-0,15	-0,62	1 831	-1,87	3 804	29,94	23,50	1,00
▼ Canadian Utilities (CU)	39,05	-1,15	-2,86	2 162	-1,88	4 921	55,00	35,50	1,33
Innervex (IEF.U)	12,30	-0,06	-0,49	99	-2,38	362	13,40	11,01	1,00
▲ Gaz Métro (GZM.U)	14,43	0,15	1,05	331	-3,67	1 738	16,40	13,77	1,24
▼ TransAlta (TA)	27,50	-1,10	-3,85	5 335	-5,60	5 434	38,10	26,53	1,08
▼ Borealis (BLX)	9,58	-0,57	-5,62	516	-16,62	362	19,39	8,46	0,00
FINANCE	1 569,68	-1,43		-4,73					
▲ ING Canada (IIC)	38,75	2,45	6,75	1 234	1,28	4 674	47,00	33,03	1,24
▲ Banque Laurentienne (LB)	41,90	1,28	3,15	1 600	0,48	999	45,08	31,30	1,36
▼ Great-West (GWO)	30,70	-0,50	-1,60	2 832	-2,66	27 460	37,67	25,91	2,23
▼ Sun Life (SLF)	36,02	-1,48	-3,95	15 342	-2,91	20 159	56,50	35,23	1,44
Banque Royale (RY)	49,23	0,28	0,57	48 551	-3,32	65 893	57,00	39,51	2,00
▼ Financière Manuvie (MFC)	36,47	-0,74	-1,99	41 469	-3,52	54 405	44,23	33,22	1,04
▼ Riocan Reit (REI.U)	19,25	-0,60	-3,02	3 797	-4,51	4 227	25,94	18,10	1,38
Banque Scotia (BNS)	47,16	-0,04	-0,09	28 362	-4,53	46 685	53,50	41,95	1,96
▼ Banque Nationale (NA)	48,46	-0,90	-1,82	7 251	-5,13	7 728	57,16	43,60	2,48
▼ Brookfield Asset (BAM.A)	26,16	-1,53	-5,53	13 027	-5,70	15 276	39,17	26,00	0,52
▼ Banque TD (TD)	59,43	-1,07	-1,77	23 980	-5,77	48 068	75,00	53,05	2,44
▲ 58,50	0,68	1,18	21 949	-5,92	22 273	103,64	48,70	3,48	
▼ Power Corporation (POW)	29,90	-1,10	-3,55	23 405	-6,00	13 646	41,92	27,05	1,16
▼ Ind. Alliance (IAG)	32,07	-1,91	-5,62	2 682	-6,42	2 577	43,75	31,77	0,98
▼ Financière Power (PWF)	32,19	-1,06	-3,19	11 672	-6,70	22 697	42,49	28,90	1,34
IGM Financial (IGM)	38,00	0,00	0,00	4 345	-7,23	9 997	54,95	36,80	2,05
▼ Banque de Montréal (BMO)	42,50	-1,16	-2,66	32 290	-8,21	21 475	66,45	37,60	2,80
CONSOMMATION AUTRE	890,24	-1,32		-7,05					
Astral Media (ACM.A)	32,48	-0,18	-0,55	2 004	2,88	1 820	46,95	25,72	0,50
▲ BMT (GBT.A)	18,50	0,35	1,93	23	-0,54	557	24,50	15,02	0,34
▼ Reitmans (RET.A)	14,97	-0,33	-2,16	1 150	-1,84	1 055	19,89	13,84	0,72
Canadian Tire-A (CTC.A)	47,94	-0,16	-0,33	2 918	-3,64	3 944	87,00	47,31	0,84
Thomson Reuters (TRI)	29,14	0,07	0,24	20 579	-3,67	23 058	44,69	25,89	1,08
▼ Pages Jaunes (VLO.U)	9,17	-0,14	-1,50	24 578	-5,07	4 706	14,59	8,16	1,17
Gildan (GIL)	23,45	0,10	0,43	4 043	-5,18	2 827	44,55	22,09	0,80
▼ Shaw (SJR.B)	20,68	-0,34	-1,62	15 123	-5,66	8 896	26,45	17,00	0,00
TVA (TVA.B)	12,25	0,00	0,00	0	-5,70	294	17,50	12,09	0,20
Dorel (DIL.B)	31,76	-0,07	-0,22	500	-5,90	1 060	36,50	25,86	0,49
▼ Cogeco Câble (CCA)	38,01								

DENRÉES

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Blé (SUS/boisseau)	640,25	0,67	-30,93
Cacao (SUS/livre)	1,12	0,73	31,61
Café (SUS/livre)	122,05	-2,71	-10,16
Maïs (SUS/boisseau)	454,00	0,00	31,79
Soya (SUS/boisseau)	992,00	-1,20	4,31
Sucre (SUS/livre)	12,61	-3,59	28,15

ÉNERGIE

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Essence (SUS/gallon)	2,22	-1,77	10,98
Gaz naturel (SUS/gigagoule)	7,36	-1,62	1,14
Mazout (SUS/gallon)	2,65	-2,33	21,47

Source: New York Mercantile Exchange (NYMEX)

MÉTALX

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Aluminium (SUS/livre)	1,06	-1,28	-3,89
Argent (SUS/once)	11,16	0,36	-17,15
Cuivre (SUS/livre)	2,82	-2,48	-23,77
Étain (SUS/livre)	8,01	0,03	14,27
Nickel (SUS/livre)	7,08	-2,47	-48,17
Palladium (SUS/once)	203,80	0,30	-43,65
Platine (SUS/once)	957,00	-2,31	-29,83
Plomb (SUS/livre)	0,79	-3,65	-50,69
Uranium (SUS/livre)	49,00	-10,91	-45,86
Zinc (SUS/livre)	0,75	-0,12	-46,17

Source: London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA					
Canada	5,50	01-06-2009	101,95	2,45	0,05
Canada	9,50	01-06-2010	111,18	2,53	0,13
Canada	9,00	01-03-2011	114,63	2,66	0,21
Canada	6,00	01-06-2011	108,44	2,67	0,23
Canada	10,25	15-03-2014	136,01	3,01	0,53
Canada	9,75	01-06-2021	158,38	3,86	0,88
Canada	8,00	01-06-2023	143,94	4,00	0,63
Canada	8,00	01-06-2027	149,32	4,16	0,73
Canada	5,75	01-06-2029	121,61	4,17	0,65

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LES PROVINCES					
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	154,31	4,90	0,47
Manitoba	7,75	22-12-2025	130,04	5,10	0,20
New Brunswick	6,00	27-12-2017	110,91	4,53	0,39
Newfoundland	6,15	17-04-2028	112,50	5,12	0,19
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	117,22	5,15	0,19
Ontario	6,25	25-08-2028	113,45	5,15	0,20
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	115,17	3,73	0,29
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	137,95	5,08	0,20
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	136,43	5,09	0,21
PEI	8,50	27-10-2015	125,23	4,31	0,34
Québec	6,00	01-10-2029	109,59	5,24	0,16

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LES CORPORATIONS					
Bell Canada	7,00	24-09-2027	81,90	9,00	0,33
Bombardier	7,35	22-12-2026	92,00	8,20	0,00
Cons Gas	6,10	19-05-2028	99,38	6,15	0,49
Gtaa	6,45	03-12-2027	100,68	6,38	0,48
Investors Gr	6,65	13-12-2027	99,07	6,73	0,46
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	102,30	6,53	0,48

TAUX D'INTÉRÊT

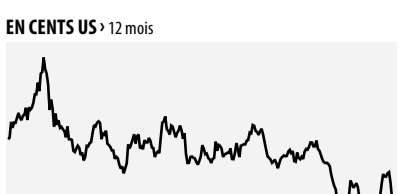
	FERMETURE	RENDEMENT	
		SEMAINE	ANNÉE
CANADA			
Taux d'escompte	3,25	0,00	-1,50
Taux préférentiel	4,75	0,00	-1,50
Fonds à un jour	3,00	0,00	-1,50
Bons du Trésor (3 mois)	3,72	0,20	-1,20
Obligations (2 ans)	2,51	-0,32	-1,63
Obligations (10 ans)	3,70	0,02	-0,66

	FERMETURE	RENDEMENT	
		SEMAINE	ANNÉE
ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	2,25	0,00	-3,00
Taux préférentiel	5,00	0,00	-2,75
Fed funds	2,00	0,00	-2,75
Bons du trésor (3 mois)	0,62	-0,19	-3,43
Obligations (2 ans)	1,59	-0,51	-2,43
Obligations (10 ans)	3,60	-0,25	-0,95

OR

New York	828,90 \$US
Variation 1 JOUR	-10,10 \$US
Variation 1 SEMAINE	-6,12 \$US
Variation 1 AN	+13,66 \$US

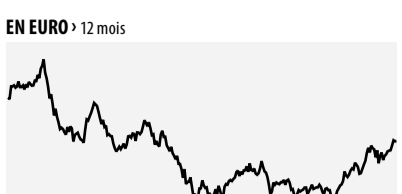
DOLLAR CANADIEN



92,46 ¢US

VARIATION **-0,14 ¢**

SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un dollar US **108,15 ¢**



0,6706 €

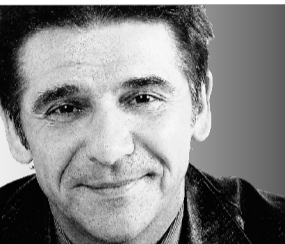
VARIATION **-0,0001 €**

SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un euro **1,4914 \$**

LES DEVICES DANS LE MONDE

Afrique du Sud	1 \$ vaut 7,86 rands	Japon	1 \$ vaut 97,38 yens
Australie	1 \$ vaut 1,20 dollar	Liban	1 \$ vaut 1 545,00 livres
Brazil	1 \$ vaut 1,89 real	Mexique	1 \$ vaut 10,41 pesos
Chine	1 \$ vaut 6,33 renminbis	Norvège	1 \$ vaut 5,56 couronnes
Grande-Bretagne	1 \$ vaut 0,52 livre	Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut 1,40 dollar
Hong-Kong	1 \$ vaut 7,19 dollars	Russie	1 \$ vaut 24,02 roubles
Inde	1 \$ vaut 43,48 roupies	Suède	1 \$ vaut 6,52 couronnes
Israël	1 \$ vaut 3,20 nouveaux shekels	Suisse	1 \$ vaut 1,04 franc

Bull ou bear ?



MICHEL GIRARD
CHRONIQUE

Il était temps que la semaine finisse. On va s'en rappeler longtemps de cette semaine du 29 septembre au 3 octobre 2008. Une semaine de haute voltige boursière alors que Wall Street swinguait comme une poule pas de tête. Non sans raison d'ailleurs: les investisseurs étaient carrément déboussolés par l'incertitude qui planait sur l'adoption du fameux plan de sauvetage bancaire de 700 milliards proposé par l'administration Bush.

Une semaine où on a vu tous les grands indices boursiers de par le monde toucher des nouveaux creux annuels.

L'adoption du plan de sauvetage bancaire est maintenant chose faite, la Chambre des représentants s'étant prononcée en sa faveur hier. C'est évidemment une très bonne nouvelle pour Wall Street. Et tous les autres marchés boursiers de la planète. Mais cela ne signifie aucunement la fin du présent *bear market*.

Revenons tout d'abord sur la volatilité de la Bourse canadienne et voyons l'ampleur des *swings* quotidiens de son principal indice, le S&P/TSX Composite. Lundi, le S&P/TSX ouvrait à 12 126 points et quelques heures plus tard il touchait un creux de 11 171 points, soit une baisse de 955 points (-8,9%). Mardi, l'indice ouvrait à 11 285 points, et il réussissait en cours de séance à atteindre les 11 902 points, soit une hausse de 617 points (+5,5%). Mercredi, ce fut une séance calme

alors que l'indice se contentait de jouer dans une fourchette d'à peine 164 points! Jeudi? Eh bien là, l'indice a de nouveau pris la direction du sud en perdant 813 points, soit une dégringolade de 6,9%. Et vendredi matin, virage vers le nord de 456 points pour le S&P/TSX... pour ensuite mettre de nouveau le cap plein sud et terminer la séance dans le rouge de 93 points (presque 1%).

Wall Street et ses grands indices a suivi au cours de la semaine la même trajectoire ou presque que la Bourse de Toronto. Hier, après

Des corrections à la baisse se produisent à bonne fréquence dans un marché haussier (bull market); l'inverse se produit dans un marché baissier (bear market).

avoir grimpé de quelque 380 points le matin, le Dow bouclait la séance en recul de 157 points.

Alors que des corrections à la baisse se produisent à bonne fréquence dans un marché haussier (*bull market*), l'inverse se produit dans un marché baissier (*bear market*), à savoir des corrections à la hausse. C'est ce qui s'est notamment produit mardi.

Dans le cadre du présent *bear market*, retenez bien les niveaux planchers que nous avons frappés hier pour les quatre grands indices nord-américains et le recul en pourcentage qu'ils affichent par

rapport à leurs sommets respectifs des 52 dernières semaines:
- S&P/TSX Composite de Toronto: 10 798 points (-28,7%)
- Dow Jones: 10 310 points (-27,4%)
- S&P 500 Index: 1098 points (-30,3%)
- NASDAQ: 1947 points (-31,9%)

L'ampleur de la dégringolade des grands indices boursiers nord-américains, quand on compare leurs creux et sommets des 12 derniers mois, laisse présager que le creux du présent *bear market* a peut-être été atteint hier... ou presque. D'un creux à l'autre, je nous le souhaite!

Remarque qu'on fait face actuellement à la pire crise bancaire de l'histoire, du moins en matière de mauvaises créances et de mauvais investissements. Et ce qu'on n'est pas capable de mesurer à l'heure actuelle, c'est l'ampleur des dégâts qu'elle produira

réussir une fois plus à sauver les meubles. Mais à cause de la présente crise, nombre d'entreprises fermeront leurs portes, nombre de particuliers perdront leurs maisons, des millions d'emplois seront perdus, des petits investisseurs à la tonne perdront une large portion de leur épargne retraite, des milliers de milliards de dollars s'envoleront dans les nuages de la Bourse... Les consommateurs et les entreprises se feront presser le citron par le resserrement du crédit bancaire.

Que faire dans un marché baissier? Tous les grands investisseurs aguerris vous diront que leurs meilleurs coups en Bourse ont souvent été réalisés dans les marchés déprimés. Le problème? C'est facile à dire quand vous avez les poches profondes et remplies de liquidités.

Quand vous êtes un petit investisseur, resté sagement assis sur son portefeuille d'actions ou de parts de fonds communs d'actions sans jamais encaisser les gains accumulés sur papier lorsque les marchés se négociaient 30% plus haut... j'admets que ce n'est pas facile de défier la tendance d'un marché baissier et de réinvestir des économies durement gagnées.

Et il ne faut surtout pas suivre les mauvais conseils des courtiers et représentants qui prônent l'effet de levier en vous invitant à contracter un emprunt pour investir dans le marché boursier. Cela s'appelle de la grande spéculation!

Si vous voulez réinvestir davantage dans l'actuel marché, échelonnez votre capital en plusieurs tranches d'investissement, ce qui vous permettra d'obtenir un prix moyen relativement intéressant advenant d'autres corrections à la baisse.

Que fera la Bourse lundi prochain: *bull* ou *bear*?

directement sur l'économie américaine et l'économie mondiale. Que dire aussi de son terrible impact négatif sur la confiance des consommateurs.

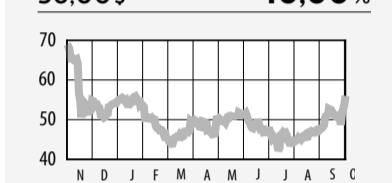
Bien sûr, on va réussir à se sortir de cette autre grande crise financière. Le milieu financier a de l'expérience derrière la cravate. Depuis 1970, selon le service des Études économiques de Desjardins, le Fonds monétaire international (FMI) a répertorié tout près de 125 crises bancaires à l'échelle de la planète.

Comme on a survécu à ces 125 crises, on va de toute évidence

LES ENTREPRISES

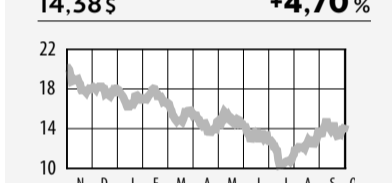
TITRES GAGNANTS

GEORGE WESTON
(WVN)
56,00 \$ +10,00 %



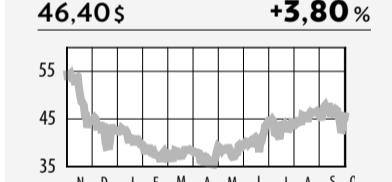
La société mère de Loblaw profiterait d'une demande soutenue des produits alimentaires malgré un ralentissement économique.

ALIM. COUCHE-TARD
(ATD/B)
14,38 \$ +4,70 %



Le titre s'est apprécié depuis juillet dernier, le marché prévoyant que les épiceries feront mieux en cas de ralentissement économique.

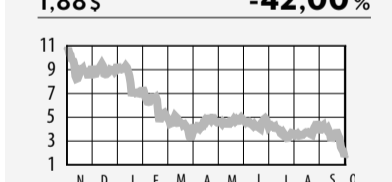
EMPIRE CO.
(EMP/A)
46,40 \$ +3,80 %



Cette compagnie de Halifax possède la deuxième chaîne de supermarchés au Canada.

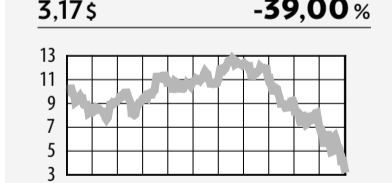
TITRES PERDANTS

URANIUM ORE
(UUU)
1,88 \$ -42,00 %



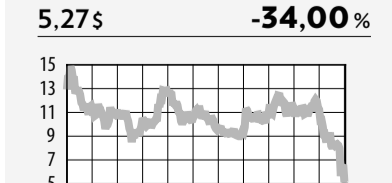
L'action de cette société qui exploite des mines d'uranium en Afrique du Sud et au Kazakhstan a chuté tandis que le prix du minerai chutait.

MERCATOR MINERALS
(ML)
3,17 \$ -39,00 %



Le titre de cette compagnie de cuivre de Vancouver a écopé dans la foulée de la chute de 11% des prix du métal industriel.

IVANHOE MINES
(IVN)
5,27 \$ -34,00 %



L'action de cette compagnie qui cherche à exploiter un gisement de cuivre en Mongolie s'est dépréciée en raison des craintes concernant la demande.

MAGNA

Un milliardaire russe cède sa part de 20 %

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le milliardaire russe Oleg Deripaska a cédé sa participation de 20% dans l'équipementier automobile canadien Magna au créancier qui avait financé cette acquisition l'an dernier pour 1,54 milliard de dollars, a annoncé hier Magna dans un communiqué.

Magna n'a pas identifié ce créancier, mais au moment de boucler cette participation en septembre dernier, la société en portefeuille de M. Deripaska, Basic Element, avait indiqué que la transaction était financée en partie par BNP Paribas.

Hier, l'action Magna a chuté de plus de 5,93% à la Bourses de Toronto, à 46,32\$.

Celui-ci avait fait cette acquisition via Russian Machines, une filiale de Basic Element. Magna n'a pas précisé les raisons de la vente.

Russian Machines contrôle GAZ Group, le deuxième constructeur automobile de Russie.

M. Deripaska misait sur le soutien de Magna, contrôlé par le milliardaire canadien d'origine autrichienne Frank Stronach, pour moderniser l'industrie automobile russe, au moment où la Russie est en train de devenir le plus important marché du secteur en Europe.



Le milliardaire russe Oleg Deripaska (à gauche) en compagnie du PDG de Magna, Frank Stronach, l'année dernière.

« Notre alliance stratégique avec Russian Machines nous a permis d'accélérer notre croissance sur le marché russe », a déclaré le coprésident de Magna, Siegfried Wolf. « Nous avons une bonne relation

de travail avec Oleg Deripaska et le groupe Basic Element, y compris avec Russian Machines et sa filiale GAZ Group ».

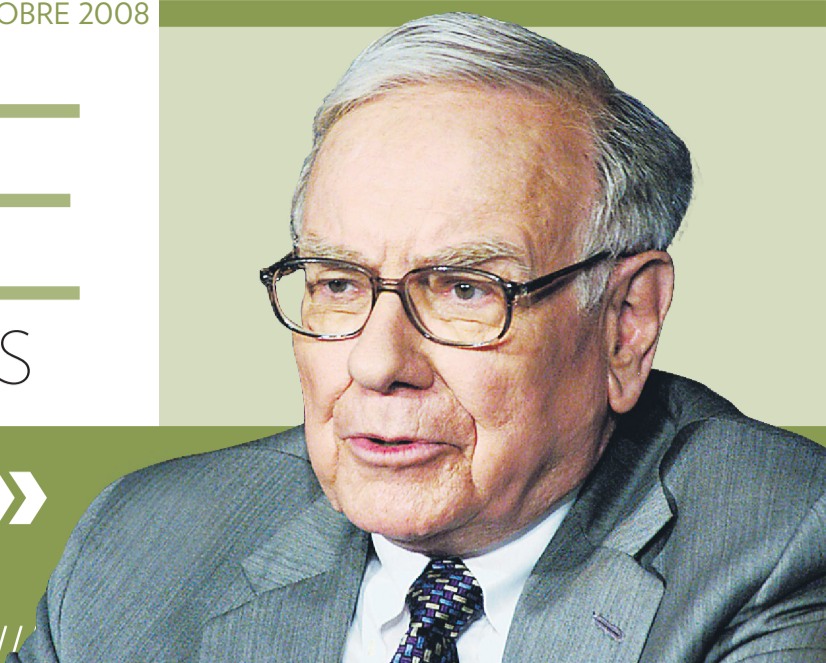
« Nous croyons que le marché russe nous offre des occasions

significatives et nous comptons continuer à explorer les occasions d'affaires avec Russian Machines et GAZ, tout comme d'autres occasions pour renforcer notre position en Russie », a dit M. Wolf.

PHOTO ARCHIVES CNW

PLUS VALUE

POUR MIEUX GÉRER VOS PLACEMENTS



« L'économie ne peut fonctionner sans le lubrifiant qu'est le crédit. »

— L'investisseur milliardaire américain WARREN BUFFETT.

LA CHUTE DE L'IMMOBILIER PRISE DEUX

L'IMMOBILIER NON RÉSIDENTIEL
RISQUE D'ÊTRE LA PROCHAINE VICTIME
DE LA CRISE DU CRÉDIT.



STÉPHANIE GRAMMOND

L'effet boomerang guette l'immobilier. La chute historique du prix des maisons aux États-Unis a provoqué une crise financière sans précédent, depuis un an et demi. Mais voilà que la crise du crédit pourrait, à son tour, précipiter la chute d'un autre pan du marché immobilier: le non-résidentiel qui tient encore debout de peine et de misère.

Depuis plus d'un an, Francis Généreux, économiste principal aux Études économiques Desjardins, redoute l'essoufflement de l'immobilier non résidentiel aux États-Unis. Chaque trimestre, il est surpris... agréablement.

Au deuxième trimestre de 2008, la construction a encore grimpé de 13,6%. La hausse avait été de 8,7% au premier trimestre et de 12,7% pour l'ensemble de 2007.

«Vraiment des augmentations surprenantes!» lance M. Généreux. Mais ce beau portrait commence à se fissurer. «C'est un autre pilier de l'économie américaine qui pourrait tomber», croit-il.

«Il faut s'attendre à un ralentissement dans l'immobilier commercial. On commence déjà le voir», assure Stéphane Marion, économiste en chef adjoint à la Financière Banque Nationale.

Les défauts de paiement sont en hausse, et ce n'est qu'un début. Le taux d'occupation des édifices est en baisse. Les prix de vente faiblissent.

Le constat est unanime. Même les discussions au cours des

« C'est un autre pilier de l'économie américaine qui pourrait tomber. »

réunions des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine, en font état: «L'activité sur le marché immobilier commercial a baissé ou est restée faible dans tous les districts, sauf celui de Dallas», peut-on lire dans un rapport en date du mois d'août.

Bref, il y a simplement eu un décalage d'environ un an entre le cycle de l'immobilier résidentiel et celui du non-résidentiel. Normal: le commercial est souvent dominé par des projets d'envergure qui ne s'arrêtent pas du jour au lendemain.

Centres commerciaux et bureaux vides

Maintenant, la situation se corse dans bien des secteurs de l'immobilier non résidentiel. «La branche commerciale est clairement plus vulnérable», indique Marc Gagnon, gestionnaire de portefeuille à l'Industrielle Alliance.

L'indice des prix de vente dans l'immobilier commercial baisse depuis la fin de 2007. La valeur des centres commerciaux a faibli d'environ 8%, observe M. Marion.

Bien sûr, les consommateurs magasins n'ont pas le cœur au magasinage: la valeur de leur maison s'est écroulée et l'ère du crédit facile est révolue.

Les tours à bureaux ne sont pas épargnées non plus, avec le séisme qui secoue les banques et les firmes de courtage de Wall Street.

«On s'attend à une période difficile», affirme Amélie Plante, porte-parole de la SITQ, filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec qui gère un portefeuille d'édifices de bureaux de plus de 12 milliards de dollars.

«L'immobilier, c'est cyclique. Et ça fait plus de 10 ans qu'on a des rendements positifs», rappelle-t-elle. Les années 2007 et 2008 ont été particulièrement fastes, avec des rendements de plus de 25%. Depuis 2008, toutefois, les prix redescendent, particulièrement aux États-Unis.

Sentant le vent tourner, la SITQ a déjà vendu plusieurs propriétés. «On veut s'assurer d'avoir assez de liquidités pour être prêts à rembarquer dans le creux de la vague, pour être prêts à rebondir quand le marché sera plus avantageux», explique-t-elle.

Pour l'instant, la SITQ reste prudente. «Avec ce qui s'est passé au début de la semaine, il y a encore beaucoup de points d'interrogation», avoue M^{me} Plante.

Il faudra attendre de voir jusqu'où la crise contamine l'industrie des services. «Si les problèmes restent cantonnés au secteur financier, ce sera gérable. Mais si le mal s'étend au secteur tertiaire, ce ne sera pas facile», prédit M. Gagnon.

Du côté des infrastructures publiques, la situation n'est guère plus réjouissante. Aux États-Unis, les gouvernements régionaux peuvent difficilement maintenir un déficit à moyen terme. Or, ils s'appuyaient beaucoup sur les impôts fonciers et les taxes à la consommation pour subventionner leurs projets.

Désormais, la baisse de l'immobilier et de la consommation leur coupent les vivres. «On doit procéder à des coupes draconiennes dans les dépenses», observe M. Marion.

Le crédit: la clé

Déjà ébranlé, l'immobilier non résidentiel subit maintenant les contrecoups du resserrement des conditions de crédit.

Les écarts de crédit sur les CMBS (Commercial Mortgage-Backed Securities) ont décuplé. Récemment, ils ont grimpé de tout près de 400 points de base (100 points = 1%) alors qu'ils vogaient à environ 40 points depuis le début de la décennie.

Un écart farouche! «Clairement, ça montre qu'il y a un stress énorme en ce qui a trait à l'immobilier commercial», dit M. Marion.

Autrement dit, une société qui voudrait émettre des obligations pour financer un projet immobilier devrait payer un taux d'intérêt 4% supérieur à celui d'une obligation du gouvernement jugée totalement sûre.

Avec des taux aussi prohibitifs, pas étonnant que le marché du crédit soit complètement fermé en ce moment. Or, le financement, c'est la clé dans l'immobilier dont le modèle d'affaires est fondé sur l'emprunt. Pour chaque dollar de capital, une entreprise a généralement 2\$ de dettes, explique M. Gagnon.

L'IMMOBILIER NON RÉSIDENTIEL EST À RISQUE AUX ÉTATS-UNIS



Les locaux se vident et les taux de défaillance augmentent dans les centres commerciaux.

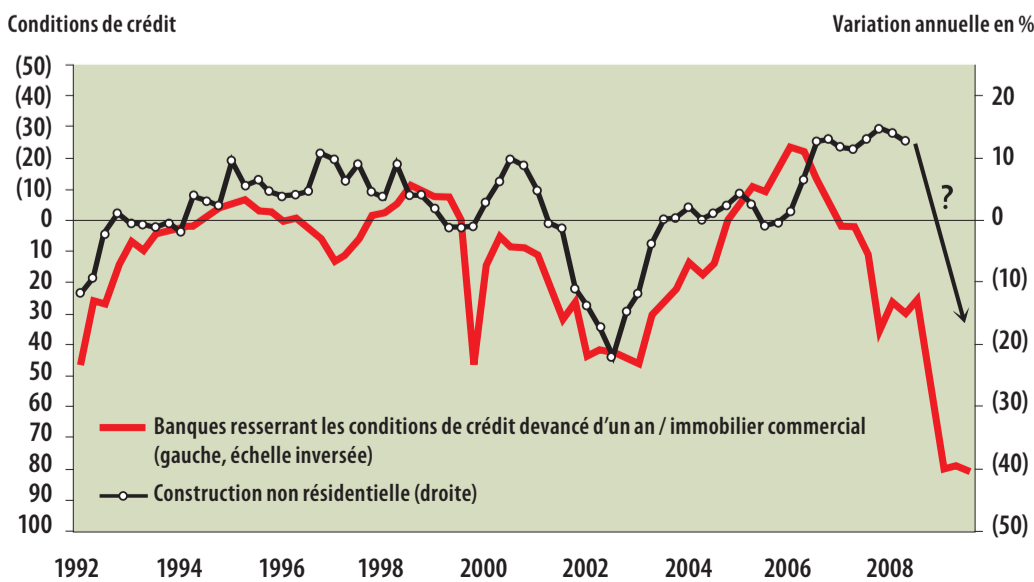


Les tours de bureaux ne sont pas épargnées, avec le séisme qui secoue Wall Street.



Les gouvernements régionaux, qui s'alimentent avec les impôts fonciers et les taxes à la consommation, font des coupes dans les projets d'infrastructures.

LE RESSERREMENT DES CONDITIONS DE CRÉDIT VA NUIRE AU LANCEMENT DE NOUVEAUX PROJETS



UN GRAPHIQUE VAUT 1000 MOTS

La petite histoire des crises

La crise du crédit a pris une tournure quasi apocalyptique depuis un mois. L'indice VIX de la volatilité des marchés boursiers qui donne une idée de la frayeur des investisseurs. Pourtant la crise n'est pas sans précédent. Le Fonds monétaire

international (FMI) a répertorié 125 crises bancaires à l'échelle planétaire, depuis 1970. La plupart sont survenues dans des pays en développement. Mais le monde industrialisé a eu son lot: crise des Savings and Loan aux États-Unis dans les années 80;

crise bancaire en Suède dans les années 90 qui a forcé la dévaluation de la monnaie, etc. Conclusion: dans 86% des cas, les crises bancaires ont nécessité une intervention musclée de l'État, dont le coût a atteint 13% du PIB,

en moyenne, selon le FMI. Mais le coût de l'inaction est encore plus élevé, comme le révèle l'exemple du Japon, qui s'est débattu avec la déflation pendant plus de 20 ans.

Source: Études économiques Desjardins

LA CRISE A ATTEINT SON PAROXYSMES EN SEPTEMBRE



UNE SECOUSSE, MAIS PAS UN SÉISME

SI L'IMMOBILIER NON RÉSIDENTIEL TREMBLE, QUI RESENTIRA L'ONDE DE CHOC?

STÉPHANIE GRAMMOND

Nul doute que le ralentissement prévu de l'immobilier non résidentiel aux États-Unis aura des répercussions sur l'économie américaine et canadienne par ricochet.

Mais n'ayez crainte. Les conséquences ne seront pas aussi terribles que celles de l'implosion de l'immobilier résidentiel qui a précipité le système financier dans sa pire crise depuis les années 30.

D'abord, l'immobilier non résidentiel n'a pas été intoxiqué par des hypothèques à risque, les fameux *subprimes*, qui ont incité tant d'Américains à s'acheter une maison au dessus de leurs moyens.

Ensuite, les hypothèques consenties sur le marché immobilier non résidentiel n'ont pas autant servis de matière première à la titrisation. C'est la recette qu'ont utilisée les grandes institutions financières pour cuisiner une brochette de produits financiers complexes et opaques.

Et ce sont les pertes monstrueuses sur ses produits financiers, souvent amplifiés par l'effet de levier, qui ont forcé les banques à effacer de leurs livres 586 milliards de dollars US d'actifs depuis le début de la crise du crédit.

«La faiblesse de l'immobilier non résidentiel est à même d'exacerber les problèmes de l'économie américaine, mais pas d'entraîner une nouvelle vague de pertes comme celle qu'on a vue», considère Stéphane Marion, de la Financière Banque Nationale.

1- Les banques régionales américaines

Par contre, les banques régionales américaines sont en danger. Elles ont conservé dans leur bilan la plupart des prêts consentis au secteur immobilier non résidentiel, explique M. Marion. Ce sont donc elles qui sont les plus vulnérables à une défaillance sur les prêts.

Le taux de délinquance dans l'immobilier commercial a quadruplé depuis 2005, passant de 1% à 4%. Pour l'instant, cela reste bien loin des taux de défaut de paiement supérieurs à 10% atteints au début des années 90.

Rappelons que les ennuis de l'immobilier commercial avaient justement été à l'origine des déboires des Savings and Loan, qui avaient ébranlé le secteur bancaire américain et contribué à la récession.

Même si le taux de défaillance est bien plus bas qu'en 1990, les petites banques régionales américaines sont aujourd'hui beaucoup plus exposées à l'immobilier commercial qu'elles ne l'étaient à cette époque, souligne M. Marion. Ainsi, il suffirait de peu de chose pour qu'elles se retrouvent dans le pétrin.

Plusieurs petits acteurs tomberont, prédit-il. D'autres seront avalés. Cela accélérera la consolidation du secteur

bancaire aux États-Unis qui compte 8500 institutions.

2- Les fiducies immobilières

Les fiducies immobilières, les Reits (Real Estate Income Trust), auront aussi la vie dure.

Le cours de leur unité à la Bourse est directement relié à la valeur de leurs propriétés: édifices de logements, tours de bureaux, centres commerciaux, résidences pour personnes âgées, parcs industriels et autres infrastructures.

Mais une grande partie du mal est déjà fait.

Depuis un an, l'indice des fiducies immobilières canadiennes a flanché de 27%, un repli plus sévère que celui de l'ensemble de la Bourse qui est en baisse de 20%. Certaines fiducies ont perdu la moitié de leur valeur.

Les fiducies canadiennes ont suivi pratiquement la même tendance que celles des États-Unis. Pourtant, les perspectives pour le marché immobilier sont moins sombres au Canada.

«On convient que l'économie canadienne est chancelante», dit M. Marion. Mais pas pour jeter l'immobilier non résidentiel par terre. De plus, les finances publiques sont en ordre au Canada. Les gouvernements ne risquent pas de sabrer les grands projets, comme États-Unis.

En fait, le plus grand doute vient de l'Ouest... et du prix du pétrole. «Les projets de développement des sables bitumineux dans l'Ouest sont d'une telle ampleur! Un ressac majeur du prix des matières premières pourrait entraîner une diminution de l'immobilier non résidentiel au Canada», dit M. Marion.

Gestionnaire d'un portefeuille de fiducies de revenu, Marc Gagnon a déjà réduit ses positions dans l'Ouest. En ce moment, il préfère des fiducies dotées d'un bilan, pas trop endettées... qui pourront éventuellement racheter à bon prix des rivales en difficulté. «Il faut sélectionner celles qui ont des propriétés de qualité. Il faut vérifier qui sont leurs locataires. Dans le contexte de morosité économique, je préfère un locataire comme Walmart à un centre de rénovation», dit M. Gagnon.

3- Les fabricants de matériaux de construction

Finalement, la baisse de la construction dans l'immobilier non résidentiel est de bien mauvais augure pour les fournisseurs de matériaux, notamment les exportateurs canadiens.

«Ils ont déjà été éprouvés par la chute de l'immobilier résidentiel. Ils survivraient difficilement au repli du non résidentiel», dit Francis Généreux, des Études économiques Desjardins. Un vrai coup de grâce.

«Déjà beaucoup de fournisseurs commencent à trouver que les commandes s'assèchent de manière importante», ajoute M. Marion.

SUR LE RADAR

Chaque samedi, un financier différent répond à nos questions. Il donne sa lecture des marchés, offre son point de vue sur la Bourse et lance quelques conseils d'investissement.

Sauvera, sauvera pas?

STÉPHANIE GRAMMOND

Q:

Quel est l'événement le plus significatif de la semaine en Bourse?

C'est évidemment le plan de sauvetage du gouvernement américain. Lundi, le plan a été rejeté ce qui a entraîné les Bourses en baisse de plus de 7%. Le lendemain, avec un espoir que le plan passe, ça a remonté. Le reste de la semaine, la Bourse a varié beaucoup. Au troisième trimestre, on a eu une journée sur deux avec des hausses ou des baisses de plus de 1%. C'est rare qu'on ait autant de volatilité que ça.

Pour nous, c'était très important que le plan passe. Avec ou sans modification. Il y a deux problèmes majeurs à régler aux États-Unis, celui de monsieur Tout-le-Monde et celui de Wall Street.

En mettant sous tutelle Fannie Mae et Freddie Mac (F&F), le gouvernement s'est donné des outils pour régler le premier problème. F&F achetaient les prêts hypothécaires des banques pour en faire des produits financiers et les revendre aux investisseurs. Mais avec la hausse des défauts de paiement, les investisseurs exigeaient des taux plus élevés. Maintenant que les prêts sont garantis par l'État, le risque a diminué. Immédiatement, les taux hypothécaires de 30 ans sont descendus de 6,50% à 5,75%.

Mais la crise du crédit n'est pas réglée. Le marché financier est gelé. Les banques ne se prêtent plus entre-elles. Avec le plan de sauvetage, les banques qui sont prises avec des mauvais prêts vont pouvoir les échanger contre de l'argent liquide... faire repartir la roue du crédit. Ce n'est pas un plan qui est populaire, mais c'est essentiel.

Q:

Quel indicateur observez-vous le plus attentivement en ce moment?

C'est un peu technique, mais c'est un indicateur qui mesure le stress financier. On utilise le taux d'intérêt auquel les banques se prêtent entre-elles au jour le jour (Libor), soit 4,2% en ce moment. De ce taux, on soustrait le taux d'intérêt prévu de la Réserve fédérale américaine (OIS). Le taux directeur de la Fed s'établit à 2%, mais les marchés s'attendent à ce qu'il baisse à 1,6%.

L'écart entre les deux taux (4,2% - 1,6%) est de 2,6%. C'est énorme! Ça démontre que les banques n'ont pas confiance entre-elles. Normalement, l'écart est de 0,20%. Tant que cet indicateur ne baisse pas, c'est signe que le marché du crédit est gelé.

Q:

Qu'est-ce qui risque de surprendre le plus les marchés, d'ici six mois?

Il y a une chose que les marchés n'ont pas encore intégrée, c'est que le prix du pétrole pourrait encore chuter vers notre cible de 75\$US à 80\$US. Il ne faut pas oublier qu'il y a 14 mois à peine, le prix du pétrole était à 70\$US. Depuis l'an dernier, l'économie mondiale s'est détériorée, même en Asie, région qui était le moteur de la demande pour les ressources naturelles.

Q:

Que feriez-vous avec 10 000\$ à investir?

J'investis dans le marché américain: j'achète un fonds négocié en Bourse qui reflète le S&P500. La Bourse a baissé davantage aux États-Unis qu'au Canada. Notre zone de confort est plus grande. Les marchés ont intégré une bonne partie de la récession. Le risque de baisse est plus limité. Et il y a beaucoup moins de ressources naturelles aux États-Unis: environ 18% de l'indice, par rapport à 50% au Canada.

Q:

Quel placement évitez-vous à tout prix?

Tout ce qui est ressources naturelles, pétrole.

Q:

Dans le contexte actuel, quel est votre meilleur conseil pour un investisseur?

Depuis 40 ans, il y a eu 11 marchés baissiers (soit une période où la Bourse fléchit de plus de 20%) aux États-Unis et sept récessions. Une récession dure sept mois, en moyenne. Le marché boursier rebondi avant la fin de la récession. Et les rebonds sont très rapides: Six mois après le creux, la Bourse a rebondi de 30%.

Pour un investisseur, c'est important d'être à l'affût des aubaines. Quand ça baisse beaucoup, c'est là que les occasions remontent à la surface.

PIERRE LAPOINTE

compte plus de 15 ans d'expérience en stratégie financière. Il s'est joint à la Financière Banque Nationale il y a six ans.

La filiale de courtage de la Banque Nationale regroupe plus de 750 conseillers en placement qui gèrent plus de 52 milliards d'actifs pour le compte de 250 000 particuliers.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

LA PRESSE AFFAIRES

Congrès de la National Business Aviation Association

La guerre du service à la clientèle

MARIE TISON

Les grands fabricants d'avions d'affaires ne se font pas uniquement la guerre dans la salle de montre. Elle se poursuit également dans les ateliers d'entretien et les entrepôts de pièces de rechange.

«Le service est très important», affirme la porte-parole de Bombardier Avions d'affaires, Danielle Boudreau, à quelques jours de l'ouverture officielle du plus grand salon mondial de l'aviation d'affaires, le congrès de la National Business Aviation Association (NBAA), à Orlando.

Bombardier occupe présentement le premier rang des fabricants de biréacteurs quant au nombre de ventes, avec 27,9% du marché au premier semestre de 2008, devant Gulfstream. Mais lorsque vient le temps de parler de service, l'avionneur montréalais se retrouve en queue de peloton.

Dans le dernier sondage réalisé par le magazine *Professional Pilot* sur le service après-vente, Bombardier se situe au dernier rang. Dans le sondage d'Aviation International News, les trois familles de biréacteurs d'affaires de Bombardier (Challenger, Learjet et Global) se retrouvent respectivement au 9^e, 11^e et 12^e rang d'une liste comprenant 13 familles d'appareils. Comme dans le cas du sondage de *Professional Pilot*, c'est Gulfstream qui prend la tête.

«Nous apportons beaucoup d'amélioration au service, affirme M^{me} Boudreau. Nous le voyons dans les sondages: les clients constatent des améliorations concrètes. Mais même si nous nous améliorons, les autres s'améliorent aussi.»



Le CSeries de Bombardier.

PHOTO FOURNIE PAR BOMBARDIER.

Elle indique que Bombardier profitera du congrès de la NBAA pour exposer aux clients les progrès accomplis.

Le service est également un enjeu majeur pour les motoristes, comme Pratt & Whitney Canada (P&WC). Si l'entreprise de Longueuil s'en sort relativement bien dans le sondage de *Professional Pilot*, avec le deuxième rang derrière Williams, elle éprouve un peu plus de difficultés dans le sondage d'*Aviation International News*. Elle occupe le cinquième rang pour les moteurs à réaction (sur sept motoristes) et le deuxième rang pour les turbopropulseurs (sur quatre motoristes).

P&WC a saisi le taureau par les cornes et a annoncé il y a quelques jours qu'elle regroupera ses équipes de service à la clientèle et de centre de soutien technique afin d'accélérer la réponse aux clients et de réduire les délais d'exécution.

«Avec le nombre de moteurs que nous avons en circulation, le service à la clientèle, c'est la pierre d'assise, commente Jean-Daniel Hamelin, un porte-parole de P&WC. Notre nouvelle initiative sera un gros élément de discussion au congrès cette semaine.»

Le congrès de la NBAA s'ouvrira alors que l'industrie de l'aviation d'affaires se prépare à des turbulences. Dans ses plus récentes prévisions, la firme américaine Forecast International évoque un ralentissement de la production de biréacteurs d'affaires en 2010, suivi d'une reprise en 2013. Toutefois, les avionneurs peuvent compter sur des carnets de commandes bien remplis, ce qui devrait leur permettre de passer à travers cette petite tempête sans trop de casse.

Plusieurs, comme Gulfstream et Bombardier, misent sur de nouveaux modèles qui entreront

justement en service au moment de la reprise. C'est ainsi que Bombardier profitera du congrès de la NBAA pour présenter la maquette du dernier rejeton de la famille Learjet, le Learjet 85. L'avionneur profitera probablement de l'occasion pour indiquer comment elle concevra et construira cet appareil doté d'une structure en matériaux composites. Bombardier avait conclu une entente avec Grob Aerospace, spécialiste des matériaux composites, pour construire le Learjet 85, mais elle a décidé de faire cavalier seul après que Grob s'est placée sous la protection de la Loi sur les faillites.

L'avionneur montréalais espère également réaliser des ventes à Orlando. «Il arrive que des gens passent des commandes sur place, indique M^{me} Boudreau. Il arrive également que des gens finalisent des ententes ici. C'est un très grand salon: les gens magasinent, ils peuvent s'asseoir à bord d'un avion, puis d'un autre, et voir s'ils retrouvent l'expérience qu'on leur a promise.»

CAE et ses simulateurs de vol

De son côté, le fabricant de simulateurs de vol CAE cherchera surtout à vendre des services de formation aux pilotes. Aux États-Unis, l'entreprise dispose notamment de 36 simulateurs dans deux centres de formation, un à Dallas et l'autre à Morristown, au New Jersey.

«C'est une occasion en or pour rencontrer un grand nombre de clients, note la vice-présidente aux communications, Nathalie Bourque. Nos vendeurs sont là, et souvent, il en résulte des ventes.»

LES PLUS PETITS AUSSI SERONT PRÉSENTS

Il y a un monde entre Bombardier Aéronautique et Air Data. Alors que l'avionneur peut compter sur 28 000 employés dans 20 pays, le petit fabricant de systèmes et de produits avioniques emploie 44 personnes à Montréal.

Les deux entreprises ont toutefois un point commun: elles ont loué un stand au congrès de la National Business Aviation Association (NBAA), qui s'ouvrira officiellement lundi à Orlando. Évidemment, le stand de Bombardier est 24 fois plus gros que celui d'Air Data et l'avionneur dispose également d'un large espace à l'aéroport pour exposer ses appareils. Près de 200 employés de Bombardier Aéronautique sont à Orlando pour faire rouler les opérations.

Mais pour Jean-Pierre Lepage, président d'Air Data, il est indispensable d'avoir un espace au congrès de la NBAA afin d'exposer les produits-vedettes de l'entreprise, à commencer par un système de bioprotection pour les avions d'affaires, un petit appareil qui permet de supprimer 99,99% des contaminants chimiques ou biologiques qui peuvent envahir la cabine.

M. Lepage espère d'ailleurs profiter du congrès pour conclure une entente avec un centre important de modification et de finition d'avions d'affaires qui pourrait installer ce système. Héroux-Devtek, une entreprise qui fabrique des trains d'atterrissage et des structures aérospatiales, se paiera un stand pour la première fois au congrès de la NBAA.

Le directeur général de l'usine de train d'atterrissage de Longueuil d'Héroux-Devtek, Martin Brassard, explique que l'entreprise a pris cette décision après avoir remporté de premiers succès en aviation d'affaires. Héroux-Devtek a annoncé récemment qu'il concevra et fabriquera le train d'atterrissage du Learjet 85 de Bombardier et des appareils Legacy 450 et 500 d'Embraer.

Pour sa part, le fabricant montréalais d'antennes satellites et d'équipement spécialisé pour la cabine de pilotage, CMC Electronique exposera ses produits dans le stand de sa société mère, Esterline.

— Marie Tison

BONJOUR JE M'APPELLE

RÉUSSITE

Nous aidons plus de 3 millions de personnes à exploiter leur propre commerce. Des personnes qui veulent avoir leur propre commerce à domicile et fixer leur propre emploi du temps. Le moment est venu de se familiariser avec la réussite.

Contactez un Propriétaire de Commerce Indépendant AMWAY GLOBAL,^{MD}
visitez AmwayGlobal.ca ou composez le 1-800-361-2207

CÉLÉBRONS NOS 50 ANS



Maintenant, vous nous connaissez